

B. Importance croissante des pays en développement dans l'économie mondiale

Ces dernières années ont été marquées par le rôle de plus en plus important des économies en développement dans l'économie mondiale. Cette section examine comment, en dix ans, de nombreux pays sont parvenus à une croissance économique remarquable, tout en faisant reculer à grands pas la pauvreté. Certains de ces pays sont devenus d'importants producteurs et exportateurs de produits manufacturés, de produits agricoles et de services commerciaux, éclipsant parfois les pays industriels. Il s'agit, en particulier, des grandes économies en développement qui se sont imposées dans des enceintes internationales comme le G-20.

Sommaire

1	Convergence mondiale du PIB	56
2	Quels facteurs déterminent la croissance?	60
3	Part croissante des pays en développement dans l'économie mondiale	65
4	Hétérogénéité des expériences de développement	67
5	Ouverture commerciale dans les pays en développement	72
6	Conclusions	74
7	Tableaux de l'appendice	77

Faits saillants et principales constatations

- Dans les pays en développement, la croissance plus rapide du PIB a accéléré leur convergence avec les pays développés en termes de revenu par habitant au cours des dernières décennies. Toutefois, ces pays restent très pauvres par rapport aux pays développés, et, même dans les plus dynamiques d'entre eux, des millions de personnes continuent à vivre dans la pauvreté.
- La croissance du PIB est allée de pair avec l'intégration dans l'économie mondiale. La part des économies en développement dans la production mondiale est passée de 23% à 40% entre 2000 et 2012. Leur part du commerce mondial a également augmenté, passant de 33% à 48%.
- Au cours de la dernière décennie, les pays en développement du G-20 ont réduit leurs droits appliqués de plus de 5%; ils ont « consolidé » les taux de droits (taux plafond) pour plus de 80% de leurs lignes tarifaires, et ils ont abaissé leurs taux consolidés d'environ 10%.

Cependant, malgré les progrès notables accomplis globalement par les pays en développement, nombre d'entre eux restent extrêmement pauvres, et de nombreuses personnes vivent encore sous le seuil de pauvreté, même dans les économies en développement les plus dynamiques. Et l'on ne sait pas si la réussite économique des dernières années pourra se maintenir dans l'avenir, vu que les économies en développement ne se sont jamais tout à fait affranchies des pays développés dont les économies ne se sont pas encore complètement remises de la crise financière et de la récession mondiale des années 2008 et 2009.

Cette section présente diverses statistiques concernant les tendances récentes du développement pour mettre en lumière l'évolution de la situation depuis le début du millénaire et expliquer ce qui distingue cette période des années précédentes. L'analyse porte principalement sur la croissance du PIB et du revenu par habitant, mais d'autres aspects du développement sont aussi examinés, notamment les indicateurs du développement humain (espérance de vie, éducation, etc.), la dégradation de l'environnement (émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre) et des inégalités (taux de pauvreté et coefficients de Gini). L'analyse porte aussi sur l'évolution du commerce des pays en développement et met l'accent sur l'amélioration des possibilités d'exportation des pays les moins avancés, résultant de l'ouverture commerciale des grandes économies en développement dynamiques.

Du point de vue de la terminologie, le groupement des pays en fonction de leur niveau de développement pose un problème dans le contexte de l'OMC, car les Accords de l'OMC prévoient, dans certains cas, un traitement préférentiel pour les économies en développement et les économies les moins avancées. Les groupements régionaux utilisés dans la présente publication n'impliquent rien quant aux droits et obligations des pays dans le cadre des Accords de l'OMC, et indiquent simplement la situation générale des pays.

Les groupes de pays mentionnés ici sont basés en gros sur la classification utilisée pour les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'ONU, les pays étant classés comme « développés », ou « en développement » (une définition précise de ces groupes est donnée dans le tableau B.1 de l'Appendice). Les « économies développées » comprennent les 27 États membres de l'Union européenne, d'autres pays et territoires d'Europe occidentale n'appartenant pas à l'Union européenne (principalement la Suisse, la Norvège et l'Islande), les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.¹

Tous les autres pays et territoires sont appelés collectivement « économies en développement ».

Dans la catégorie des « économies en développement », on distingue trois sous-groupes :

1. les « pays les moins avancés (PMA) », qui correspondent exactement à la définition utilisée pour les OMD;
2. les « économies en développement du G-20 », qui comprennent les onze membres non développés du G-20, à savoir l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la République de Corée et la Turquie. Ce groupe de grands pays en développement a été choisi de préférence au groupe des BRICS (Brésil, la Fédération de Russie, Inde, Chine et parfois Afrique du Sud), plus largement utilisé, mais jugé trop étroit et manquant de représentativité régionale;
3. les « autres économies en développement », qui englobent tous les autres pays.

Les pays d'Europe centrale et orientale, les États baltes et la Communauté d'États indépendants (CEI)² étaient classés auparavant comme « économies en transition ». Mais ce groupe est devenu moins pertinent pour l'analyse après l'adhésion de plusieurs de ses membres à l'Union européenne. Nous avons choisi d'inclure le reste des économies en transition dans le groupe des « économies en développement » parce que nous voulions classer la Fédération de Russie parmi les « économies en développement du G-20 », et en raison de la ressemblance de sa structure économique avec celle des autres grands pays à revenu intermédiaire.

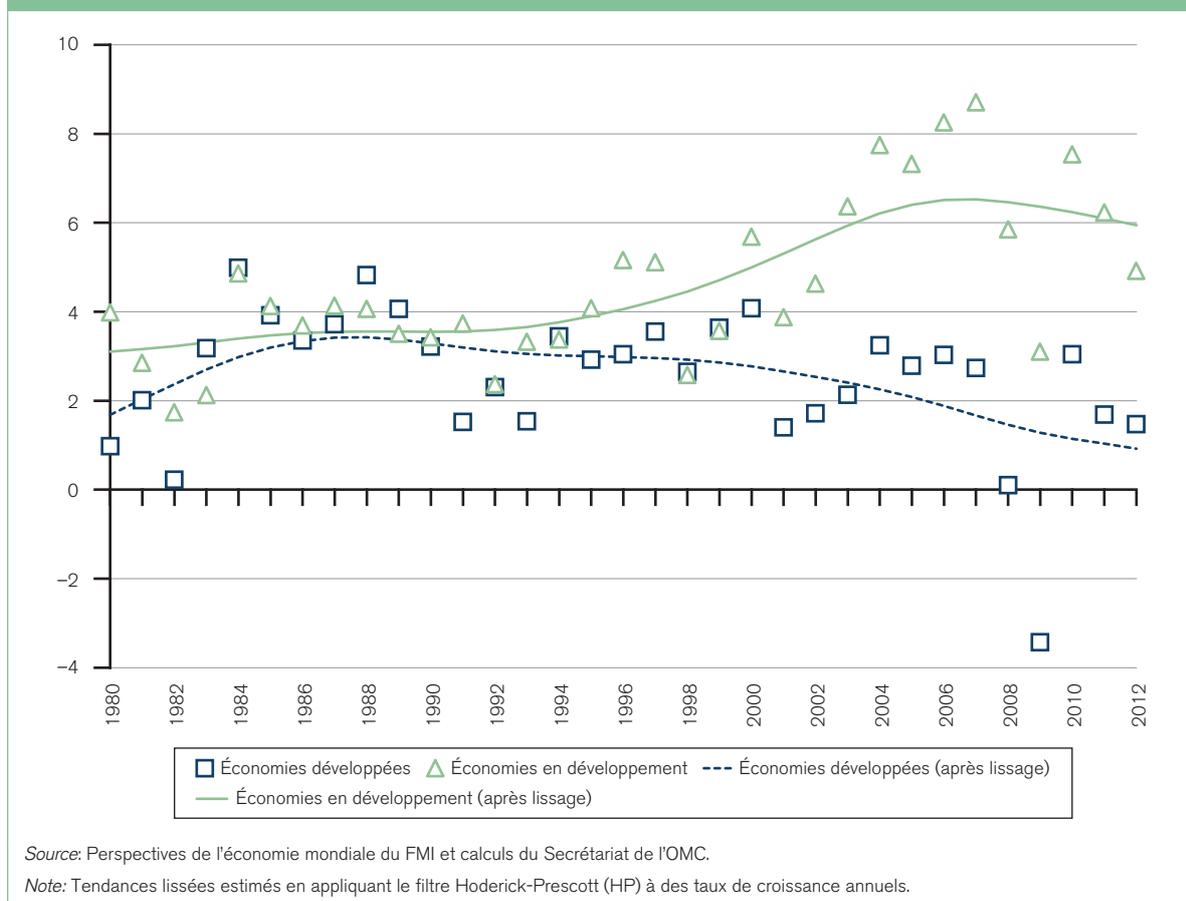
D'autres groupements de pays seront également utilisés à l'occasion – par exemple, pour désigner des régions géographiques ou des niveaux de revenu.

1. Convergence mondiale du PIB

La croissance économique et le développement sont généralement considérés comme des phénomènes à long terme qu'il convient de mesurer en décennies plutôt qu'en années. Cependant, la trajectoire de nombreux indicateurs du développement semble s'être modifiée depuis l'an 2000, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire rattrapant les économies industrielles matures en termes de revenu par habitant et d'autres indicateurs de la qualité de la vie. Les résultats des économies en développement du G-20 ont été particulièrement spectaculaires par rapport à ceux des économies développées, des PMA et des autres économies en développement. La croissance de leur production a cependant marqué le pas récemment, en raison, non seulement de la faible demande sur les marchés développés, mais aussi de problèmes structurels internes.

Depuis le début du millénaire, la convergence entre les économies en développement et les économies développées s'est accentuée en raison de l'accélération de la croissance des premières et du ralentissement de la croissance des secondes. Cette tendance a été amplifiée par la crise financière mondiale, mais le processus avait

Figure B.1: Croissance du PIB en prix constants en fonction du niveau de développement, 1980-2012
(Variation annuelle en %)



commencé longtemps auparavant. Cette partie du rapport présente un certain nombre de données sur la croissance qui illustrent cette convergence.

(a) Forte croissance des économies en développement depuis 2000

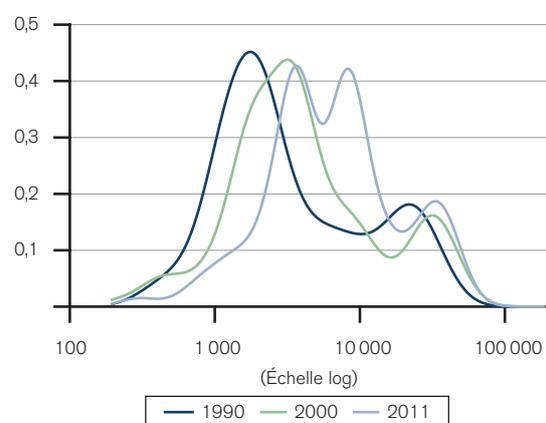
Entre le début des années 1980 et la fin des années 1990, la croissance des économies en développement n'a pas été beaucoup plus rapide que celle des pays développés et elle a même été plus lente certaines années, principalement en raison de la faiblesse prolongée des prix des produits primaires dont les pays en développement sont tributaires pour leurs exportations. Une convergence se dessine depuis l'année 2000: les grandes économies en développement, comme la Chine et l'Inde, affichent régulièrement des taux de croissance à deux chiffres et les exportateurs de ressources naturelles bénéficient de la forte hausse des prix des produits de base. La figure B.1 montre les taux de croissance des économies développées et des économies en développement depuis 1980 et les tendances générales pour chaque groupe. Les données indiquent que les écarts de revenu et de richesse entre les pays en développement et les pays développés diminuent encore.

De petites différences de croissance du PIB entre les pays peuvent entraîner d'importantes divergences des niveaux de vie dans le temps. Par exemple, un pays dont le PIB par habitant augmente de 3% pendant de nombreuses années peut s'attendre à voir son revenu doubler en 23 ans, alors qu'un pays dont la croissance n'est que de 1,5% par an devra attendre 47 ans pour obtenir ce même résultat. L'évolution du revenu par habitant dépend aussi du taux de croissance démographique, mais en général celui-ci évolue lentement dans la plupart des pays développés et dans de nombreux pays en développement.

(b) Divergence des taux de convergence des revenus entre les économies en développement

La figure B.2 indique la distribution des pays en fonction du revenu moyen par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA),³ pondérée par la population en 1990, 2000 et 2011. La figure montre que relativement peu de pays ont un revenu par habitant extrêmement faible (par exemple, moins de 1 000 \$EU en 1990) ou un revenu par habitant extrêmement élevé (par exemple, plus de 35 000 \$EU en 1990). On voit qu'il y a plusieurs pics, qui correspondent à

Figure B.2: Densité par noyau du PIB réel en PPA pondérée par la population, 1990-2011 (Échelle logarithmique)



Source: Penn World Tables 8.0 et calculs du Secrétariat.

Note: Cette figure montre la répartition des pays en fonction du revenu par habitant moyen en parité de pouvoir d'achat (PPA) pondérée par la population, en 1990, 2000 et 2011, obtenu au moyen d'un algorithme mathématique appelé estimateur de densité par noyau. Cette technique permet essentiellement d'obtenir une distribution de fréquences lissée pour un ensemble de données. Dans le cas des données sur le revenu par habitant, elle montre quelles tranches de revenu contiennent le plus grand nombre et le plus petit nombre de pays/de personnes. Les observations sont pondérées par la population afin de donner une meilleure indication de la répartition des revenus entre les personnes, car, autrement, les petits pays (comme la Gambie et le Qatar) auraient le même poids que les grands (comme la Chine et l'Inde).

des grappes de pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé.

Le fait que la partie la plus haute de la distribution pour 1990 corresponde à un revenu par habitant d'environ 1 800 \$EU signifie que plusieurs pays très peuplés avaient un revenu par habitant proche de cette valeur (en \$EU de 2005 en PPA). Le plus petit pic à droite représente les pays à revenu élevé dont le revenu par habitant était de l'ordre de 22 000 \$EU en 1990. Entre 1990 et 2000, la distribution des revenus s'est déplacée vers la droite pour les pays à revenu élevé comme pour les pays à faible revenu, ce qui signifie que les revenus par habitant ont augmenté, mais la distribution est restée à deux pics (c'est-à-dire « bimodale »).

L'augmentation des revenus en pourcentage entre 1990 et 2000 a été plus élevée dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu élevé: le centre de masse pour les pays à faible revenu est passé à environ 3 300 \$EU et le pic pour les pays à revenu élevé a atteint environ 30 000 \$EU. Toutefois, entre 2000 et 2011, le revenu par habitant a encore plus augmenté dans les pays à faible revenu alors qu'il a très peu changé dans les pays à revenu élevé, ce qui témoigne de la convergence entre les pays développés et les pays en développement. Fait intéressant, plusieurs pays à revenu intermédiaire ont commencé à converger vers les économies à revenu

élevé à un rythme encore plus rapide. Par suite de cette évolution, la distribution des revenus mondiaux a présenté trois pics (distribution « trimodale ») en 2011.

Le fait qu'il y a à présent moins de pays ayant un revenu inférieur à 8 000 \$EU et plus de pays ayant un revenu supérieur à 9 000 \$EU donne à penser que l'inégalité des revenus entre les pays a probablement diminué entre 2000 et 2011. Cependant, cette mesure ne tient pas compte de la variation des revenus à l'intérieur des pays. Ce facteur doit également être pris en compte lorsqu'on mesure les inégalités de revenus au niveau mondial.

Sala-i-Martin (2006) et Pinkovskiy et Sala-i-Martin (2009) ont produit des estimations de la distribution des revenus au niveau mondial de 1970 à 2006 qui reflètent les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux. Ces auteurs constatent que les inégalités au niveau mondial existent surtout entre les pays et que les coefficients de Gini mondiaux – qui mesurent l'inégalité – ont diminué, passant de 0,65 en 1990 à 0,63 en 2000 et à 0,61 en 2006. Les mesures de la pauvreté utilisant plusieurs seuils de pauvreté ont diminué régulièrement dans le temps.

La convergence des revenus par habitant entre les pays en développement et les pays développés est confirmée par la figure B.3, qui montre l'évolution des revenus en fonction du niveau de développement entre 1990 et 2011. Le graphique montre qu'en 2011, l'augmentation totale en pourcentage des revenus moyens par habitant enregistrée dans les économies développées depuis 1990 était inférieure à la moyenne mondiale, alors que jusqu'à 2006, les revenus de ces économies avaient augmenté plus que la moyenne mondiale. Dans les économies en développement du G-20, dans les PMA et dans les autres économies en développement, les revenus par habitant semblent avoir fortement augmenté depuis 2003. Entre 2003 et 2011, le revenu moyen par habitant a augmenté de 54% dans l'ensemble des économies en développement. Pendant la même période, les revenus des économies en développement du G-20, des PMA et des autres économies en développement ont progressé, respectivement, de 61%, 43% et 43%. Cela contraste vivement avec la période de 1990 à 2000, au cours de laquelle les revenus des PMA ont diminué de 7%, et ceux des autres économies en développement ont augmenté moins que la moyenne mondiale.

Le fait que la croissance du PIB a été supérieure à celle de la population dans les années 1990 et 2000 aurait dû entraîner une augmentation des revenus par habitant dans la plupart des économies en développement. La figure B.4 montre que c'est effectivement le cas. Le graphique montre la diversité des performances économiques des économies développées, des économies en développement du G-20, des PMA et du monde entre 1990 et 2011. Bien que la production par tête ait stagné dans les économies développées au cours des dernières

Figure B.3: PIB réel par habitant de certaines économies, 1990-2011

(Indices des \$EU de 2005 en parité de pouvoir d'achat)

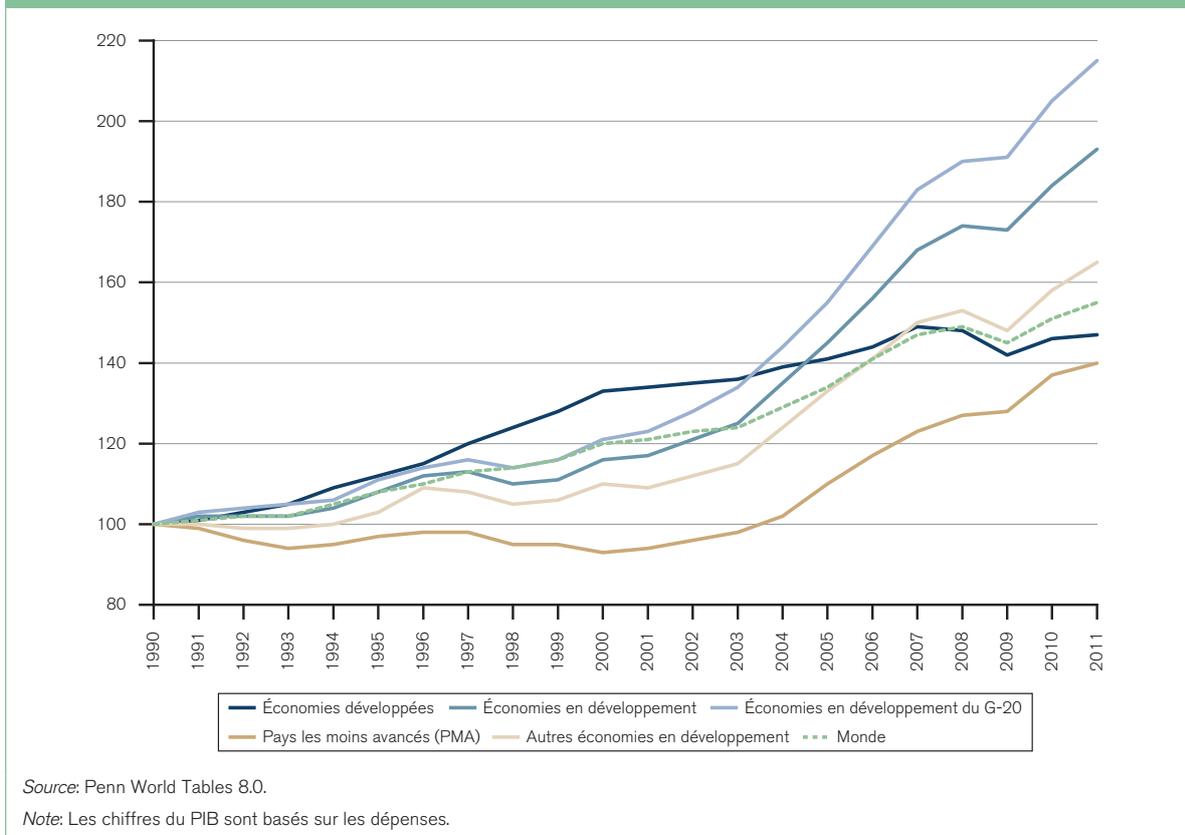


Figure B.4: PIB par habitant des économies en développement du G-20 et des PMA, 1990-2011

(\$EU de 2005 en parité de pouvoir d'achat)

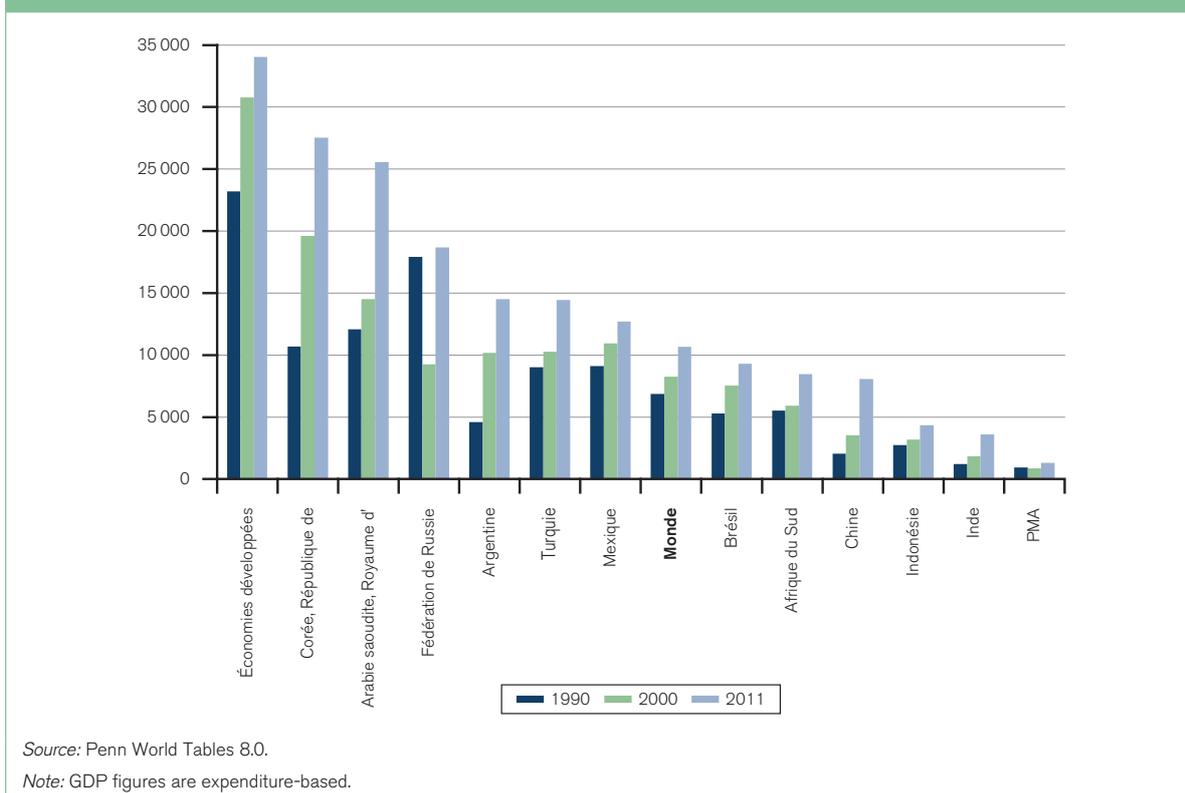
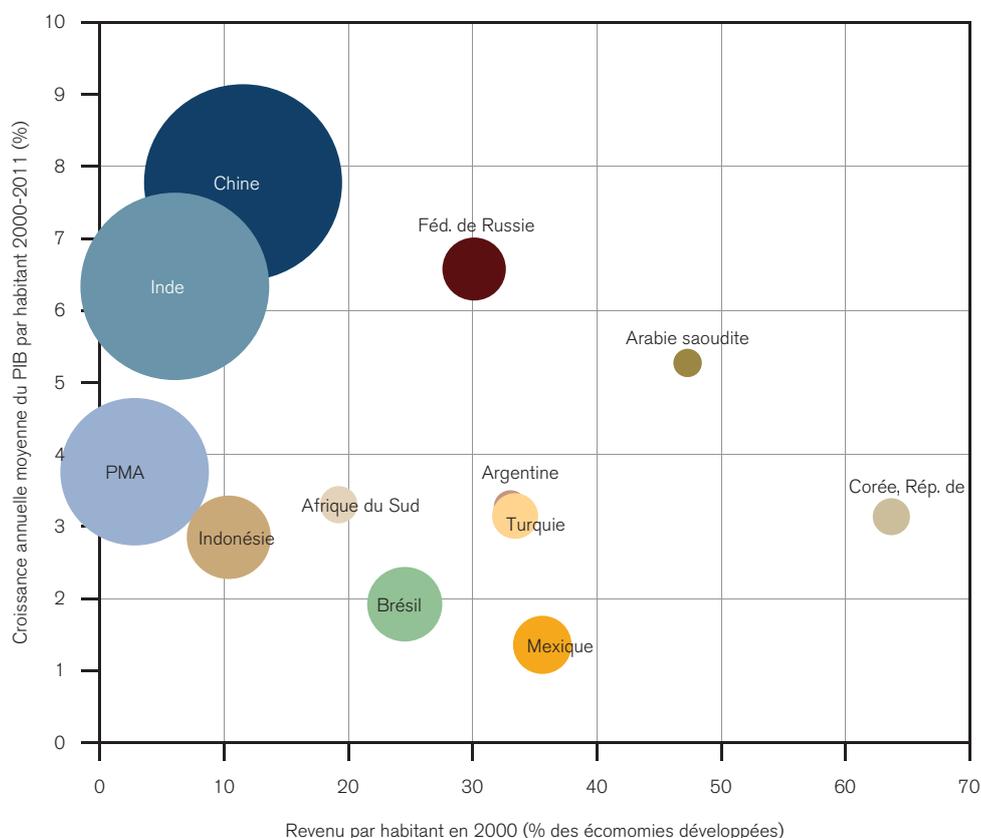


Figure B.5: Convergence des revenus par habitant des économies en développement du G-20 et des PMA, 2000-2012
(% et variation annuelle en %)



Source: Penn World Tables 8.0.

Note: Les chiffres du PIB sont basés sur les dépenses. La taille des bulles indique la population moyenne pendant la période 2000-2012.

années, ces pays restent beaucoup plus riches que la plupart des économies en développement. Par exemple, malgré une croissance économique rapide depuis une vingtaine d'années, la Chine reste relativement pauvre par rapport aux économies développées et à l'ensemble du monde. Le revenu par habitant de la Chine en 2011 représentait seulement 24% du revenu moyen des économies développées et 76% de la moyenne mondiale. Le PIB par habitant de l'Inde en PPA ne représentait que 11% du revenu moyen des économies développées et 35% du revenu mondial moyen. Le revenu moyen des PMA ne représente que 4% de celui des économies développées et 11% de la moyenne mondiale.

Parmi les pays inclus dans le graphique, la République de Corée est celui qui affiche les meilleurs résultats; en effet, son revenu par habitant a plus que doublé (260% d'augmentation) en 21 ans. En revanche, d'autres pays, ont connu des revers de croissance. Il s'agit notamment de l'Argentine, qui a connu une crise de la dette et une crise monétaire à la fin des années 1990, et du Brésil, dont le revenu par habitant a stagné entre 1997 et le milieu des années 2000.

Quand les revenus convergent, les pays dont le PIB par habitant est plus faible ont tendance à avoir une croissance plus rapide que ceux qui sont déjà relativement riches. C'est ce que montre la figure B.5, qui indique la croissance du revenu par habitant entre 2000 et 2012 dans les économies en développement du G-20 et les PMA, ainsi que leurs revenus en pourcentage de la moyenne des pays développés en 2000. Le graphique montre que les pays à faible revenu initial (en 2000, le revenu de l'Inde équivalait à environ 5% du revenu moyen des économies développées) ont eu tendance à enregistrer une croissance plus rapide au cours de la dernière décennie (l'Inde a enregistré une croissance de plus de 6% par an en moyenne pendant cette période).

2. Quels facteurs déterminent la croissance?

À l'évidence, le développement ne dépend pas seulement de la croissance. Cependant, la croissance du PIB permet de générer les ressources économiques nécessaires pour améliorer les conditions de vie de la population. Pour

améliorer la salubrité de l'eau et l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité, à un logement décent et à une bonne alimentation, un pays a besoin de ressources. La croissance économique peut générer ces ressources. Il existe en fait une relation positive entre les indices de développement humain et le PIB par habitant. Toutefois, la relation entre la croissance et le développement n'est pas automatique et les gouvernements doivent adopter des politiques appropriées pour résoudre les problèmes sociaux ou environnementaux qui peuvent se poser.

(a) Ressources, technologie, institutions et commerce

Le PIB par habitant augmente pour deux raisons. La première est que les pays accumulent des ressources. Celles-ci comprennent les investissements dans le capital physique, comme les machines ou l'infrastructure, et les investissements dans le capital humain, comme la formation continue pour améliorer les compétences des travailleurs. La deuxième raison est que les pays utilisent ces ressources plus efficacement. Les technologies, le cadre institutionnel et les caractéristiques géographiques déterminent en grande partie la façon dont un pays utilise ses ressources et, partant, la croissance de son PIB.

Une stratégie de développement consiste donc à encourager les investissements et l'accumulation de capital. De fait, dans les pays qui ont enregistré une forte croissance dans les années 1950, la part de l'investissement dans le PIB était en augmentation. Toutefois, à un certain stade, la poursuite de l'investissement dans les biens d'équipement ne génère plus de croissance (en raison des rendements décroissants du capital). Autrement dit, le capital additionnel devient superflu. Dans leur modèle de croissance théorique, Solow (1956) et Swan (1956) montrent qu'une croissance durable de la production par habitant ne peut être obtenue qu'avec des progrès continus des connaissances technologiques. La croissance fondée uniquement sur l'accumulation de capital ne peut pas durer.

Pour être durable, l'industrialisation tirée par l'investissement doit être complétée par des investissements dans l'éducation et dans la recherche-développement (R-D). Qu'il vise à lancer de nouveaux produits ou à développer de nouvelles techniques de production, l'investissement dans la R-D évite d'être exposé à des rendements d'échelle décroissants. Par exemple, si la R-D permet à une entreprise d'introduire un produit nouveau ou de meilleure qualité pouvant être vendu à un prix plus élevé, il est rentable pour elle d'investir dans la production de ce produit. Autrement dit, l'innovation crée de nouvelles possibilités d'investissement. En même temps, la perspective de réaliser des profits grâce à l'introduction de nouveaux produits incite à poursuivre la R-D. Ce cercle vertueux, dans lequel l'investissement en capital et la

R-D s'alimentent mutuellement, est générateur de croissance (Grossman et Helpman, 1991).

Un cercle vertueux analogue peut exister lorsque l'innovation conduit à l'augmentation de la productivité du capital et du travail. Romer (1986 et 1990) formalise cela dans un modèle où l'innovation technologique prend la forme de nouveaux biens intermédiaires. Dans ce modèle, l'augmentation du nombre d'intrants entraîne une augmentation de la productivité car elle permet une plus grande spécialisation de la main-d'œuvre dans une plus large gamme d'activités, ce qui empêche la diminution des rendements du capital.

La littérature économique récente souligne l'importance des institutions pour une croissance durable. La qualité des institutions (par exemple, caractère exécutoire des contrats, droits de propriété, primauté du droit) détermine l'incitation des entreprises à investir dans le capital humain, et physique ou dans la R-D. Par exemple, un argument bien connu en faveur de l'innovation est que les nouvelles technologies confèrent un pouvoir de marché qui incite les entreprises à investir dans la R-D parce qu'il ouvre des perspectives de profits importants (Schumpeter, 1942). Dans ce contexte, le respect des droits de propriété est un déterminant essentiel du processus de développement technologique et de croissance. Dans la mesure où les entreprises réalisent moins d'investissements dans la R-D s'il n'est pas possible de faire respecter les droits de propriété, les économies où la faible qualité institutionnelle est faible ont tendance à croître plus lentement que celles où la qualité des institutions est plus élevée (Acemoglu, 2008; Helpman, 2004).

L'ouverture au commerce influe aussi sur la croissance du PIB. En effet, la libéralisation des échanges contribue à l'augmentation du PIB car elle améliore l'allocation des ressources en permettant la spécialisation en fonction de l'avantage comparatif et l'exploitation des économies d'échelle. De plus, les économies ouvertes affichent en général une croissance plus rapide parce que le commerce soutient l'investissement et l'innovation, favorise les retombées technologiques internationales et encourage les réformes institutionnelles.

Le tableau B.1 illustre l'évolution de certains déterminants importants de la croissance à long terme, tels que la part de l'investissement dans le PIB, les taux de scolarisation primaire et secondaire, le ratio du commerce au PIB, le ratio de l'IED entrant au PIB, la qualité de la réglementation et la primauté du droit. La qualité de la réglementation s'entend de la capacité perçue des gouvernements de formuler et appliquer des politiques qui favorisent la croissance économique du secteur privé. La primauté du droit désigne la qualité perçue de l'exécution des contrats, des tribunaux et de la police, ainsi que la prévalence de la criminalité et de la violence. La moyenne de ces indicateurs a été calculée pour les pays en développement pour deux périodes, 1990-2000 et 2000-2012, les pays étant

Tableau B.1: Sources de la croissance économique dans les économies en développement, 1990-2000 et 2000-2012

(Variation annuelle en %, %, et indices -2,5 à 2,5)

	Quartiles de croissance du PIB par habitant 1990-2000				Quartiles de croissance du PIB par habitant 2000-2012			
	Quartile 1	Quartile 2	Quartile 3	Quartile 4	Quartile 1	Quartile 2	Quartile 3	Quartile 4
Taux de croissance du PIB par habitant (variation annuelle en %)	-4,7	-0,1	2,0	5,8	-0,1	2,3	4,1	7,6
Part de l'investissement dans le PIB (%)	19,2	20,6	23,3	28,9	20,8	21,5	24,4	26,5
Taux de scolarisation primaire (%)	64,5	77,5	79,4	88,1	80,0	87,3	87,2	85,7
Taux de scolarisation secondaire (%)	27,8	52,0	47,0	57,4	48,9	56,0	62,9	60,7
Ratio du commerce au PIB (%)	30,5	48,5	42,4	43,6	41,8	46,2	45,3	46,2
Ratio de l'IED entrant au PIB (%)	2,1	2,5	3,0	4,8	4,7	5,8	4,9	6,0
Indice de qualité de la réglementation (-2,5 à 2,5)	-0,8	-0,4	0,1	0,1	-0,3	-0,1	-0,2	-0,5
Indice de primauté du droit (-2,5 à 2,5)	-1,0	-0,5	-0,1	0,1	-0,5	-0,2	-0,2	-0,6

Source: Penn World Tables 8.0 pour le PIB par habitant, indicateurs mondiaux de la gouvernance pour les indices de qualité de la réglementation et de primauté du droit, indicateurs du développement dans le monde pour les autres variables.

Note: Le ratio du commerce au PIB est le quotient de la moyenne des exportations et des importations par la production. Les Indicateurs mondiaux de la gouvernance sont semestriels de 1996 à 2000 et annuels de 2002 à 2012.

groupés en quartiles en fonction des taux de croissance moyens du PIB par habitant pendant chaque période. Le premier quartile (inférieur) comprend les pays ayant les plus faibles taux de croissance du PIB par habitant, tandis que le quatrième quartile (supérieur) comprend les économies ayant les taux de croissance les plus élevés.

Le tableau met en évidence certaines caractéristiques notables de la croissance des économies en développement pendant les deux dernières décennies. Pour tous les quartiles, la croissance a été plus rapide après l'année 2000 que dans les années 1990. Les pays dont la croissance du PIB par habitant a été la plus lente pendant la première période ont enregistré une baisse de leurs revenus de 4,7% par an en moyenne, tandis que pour le quartile inférieur, la baisse moyenne a été de seulement 0,1% par an dans la deuxième période. En même temps, la croissance du revenu par habitant des deuxième, troisième et quatrième quartiles a été supérieure d'environ 2 points de pourcentage dans la deuxième période par rapport à la première.

La croissance plus rapide des revenus a été associée à des niveaux plus élevés d'investissement, de scolarisation, d'échanges et d'IED, à la fois dans les années 1990 et dans les années 2000, bien que, pendant cette dernière période, le quartile supérieur ait enregistré des taux de scolarisation primaire et secondaire inférieurs à ceux du troisième quartile. Les indicateurs de la qualité institutionnelle (qualité de la réglementation et primauté du droit) ont augmenté avec le PIB par habitant dans les années 1990, mais ont diminué dans les années 2000, au point que le quartile supérieur a en fait obtenu les notes les plus basses pour les deux indicateurs.

(b) Commerce et croissance

Les arguments en faveur du libre-échange reposent généralement sur les gains que procure le commerce. La plupart des économistes reconnaissent que la libéralisation des échanges a pour effet d'augmenter le PIB réel, mais que l'ajustement à l'ouverture commerciale peut avoir un coût élevé. L'ouverture augmente le PIB d'un pays parce qu'elle permet la répartition plus efficace des ressources. Premièrement, le commerce permet à chaque pays de se spécialiser dans la production des biens qu'il peut produire à moindre coût et d'importer les autres, tirant ainsi profit de son avantage comparatif. Deuxièmement, en étendant le marché au-delà des frontières nationales, le commerce permet aux entreprises de réaliser des économies d'échelle. Troisièmement, le commerce opère une sélection des entreprises les plus productives.⁴ La relation entre le commerce et la croissance est analysée plus loin (voir l'encadré B.1).

La relation positive entre le commerce et la croissance est illustrée par les figures B.6 et B.7. La figure B.6 montre que, depuis 1980, l'augmentation de la part du commerce mondial dans le PIB s'accompagne d'une augmentation du PIB par habitant. Il est difficile de dire avec certitude si c'est la croissance du PIB qui a entraîné une croissance plus rapide du commerce ou si c'est le commerce qui a entraîné une augmentation du PIB. Il est probable que les deux sont vrais. Quoi qu'il en soit, la figure B.6 montre qu'il existe une importante relation à long terme entre le commerce et le PIB.

La figure B.7 montre la croissance du PIB réel par habitant par rapport à la croissance des exportations depuis 2000.

Encadré B.1: Quel est l'effet du commerce sur la croissance?

L'ouverture au commerce influe sur la croissance à long terme de plusieurs manières. Premièrement, le commerce peut influencer sur la croissance en modifiant le rendement de l'accumulation de capital. Les modèles qui analysent l'interaction entre le commerce international et la croissance économique montrent qu'à la différence d'une économie fermée, une petite économie ouverte peut soutenir de longues périodes de croissance uniquement avec l'accumulation de capital. Une petite économie ouverte qui adopte des politiques encourageant l'investissement peut en effet accumuler du capital sans que le rendement des investissements diminue car celui-ci est déterminé sur le marché mondial (par l'égalisation des prix des facteurs) et n'est pas affecté par les décisions d'investissement prises dans cette économie. C'est ainsi que Ventura (1997) explique la croissance des Tigres asiatiques dans les années 1970 et 1980.⁵

Deuxièmement, le commerce peut influencer sur la croissance en encourageant l'innovation. Dans ce contexte, c'est l'effet du commerce sur la taille du marché, la concurrence et les retombées des connaissances qui est important. En général, l'ouverture au commerce augmente la taille du marché pour les entreprises (effet d'échelle). Cela accroît le rendement de la R-D en augmentant les revenus générés par le lancement de nouveaux produits, ce qui augmente l'incitation à investir dans la R-D. De ce fait, la croissance s'accélère (Rivera-Batiz et Romer, 1991; Grossman et Helpman, 1991).

Le renforcement de la concurrence dû au commerce a deux effets inverses sur l'incitation à innover. D'une part, la concurrence incite les entreprises à investir dans la R-D pour ne pas être évincées du marché (Peretto, 2003; Aghion et al., 2005). Et d'autre part, la concurrence réduit l'incitation à innover car elle réduit la rente de monopole de l'innovateur. Les données empiriques confirment l'existence d'une relation globalement positive entre la concurrence et l'incitation à l'innovation et, partant, entre l'ouverture commerciale et la croissance.

Le commerce peut aussi influencer sur l'incitation à innover par ses effets sur les retombées des connaissances. Le commerce peut accroître ces retombées car il donne accès aux connaissances incorporées dans les biens produits à l'étranger. Le commerce des services de transport et de communication peut réduire le coût de l'échange d'information. L'IED peut contribuer au transfert de technologie en permettant une formation sur le tas. Si des découvertes réalisées dans un pays étranger accroissent la productivité de la R-D dans le pays d'origine (retombées des connaissances), les entreprises nationales sont plus incitées à innover, ce qui se traduira par une plus forte croissance.

Enfin, le commerce peut avoir des effets positifs sur la croissance en raison de son effet sur le cadre institutionnel. La libéralisation des échanges va souvent de pair avec l'adoption d'engagements extérieurs et elle a souvent lieu dans un contexte multilatéral ou régional. Les pays qui concluent un accord commercial s'engagent non seulement à abaisser leurs droits de douane, mais aussi à adopter un certain cadre institutionnel. Ainsi, pour accéder à l'OMC, les pays sont tenus de respecter certaines règles concernant la transparence de la politique commerciale et les mesures à l'intérieur des frontières, par exemple en matière de règlements techniques, de subventions ou de droits de propriété. Des travaux empiriques (Rodrick et al., 2004) corroborent l'idée que le commerce international améliore le cadre institutionnel, et que l'engagement d'ouverture commerciale dans le cadre de l'accession à l'OMC stimule la croissance (Tang et Wei, 2009).

Globalement, les modèles économiques susmentionnés montrent que le commerce international stimule la croissance. La littérature théorique indique cependant qu'il y a des cas où les gains statiques du commerce peuvent être obtenus au prix d'une plus faible croissance à long terme. Le principal argument repose ici sur l'existence d'un apprentissage par la pratique dans certains secteurs, mais pas dans d'autres. Autrement dit, l'expérience acquise dans un secteur particulier de l'économie influe sur la productivité globale.

Supposons deux pays, le Nord et le Sud, et deux produits, le produit agricole et le produit manufacturé. Supposons aussi que l'apprentissage par la pratique caractérise seulement le secteur manufacturier. Quand les deux pays s'ouvrent au commerce, le Nord se spécialise dans la production du produit manufacturé et le Sud dans celle du produit agricole. Toutefois, comme le secteur manufacturier est le seul à avoir un fort potentiel de croissance, le Nord croît plus vite dans le cadre du libre-échange, à l'inverse du Sud.

Deux observations empiriques réduisent l'importance de cet argument théorique. Premièrement, les avantages comparatifs changent dans le temps. La croissance tirée par les exportations a toujours été caractérisée par la réorientation de la production de l'agriculture vers le secteur manufacturier, comme cela a été le cas au Taipei chinois; en République de Corée; à Hong Kong, Chine; et à Singapour. Deuxièmement, le commerce international peut être associé à des retombées des connaissances. Il se peut donc – contrairement à ce qui est supposé dans le modèle – que les savoirs développés dans le Nord soient transférés au Sud.

La diffusion internationale des connaissances est particulièrement importante pour la croissance dans les pays en développement, où l'innovation locale est très limitée. Mais surtout, la littérature économique montre que, même si le commerce a des effets négatifs sur la croissance, son effet sur la croissance est positif si les retombées des connaissances sont importantes.⁶

Figure B.6: PIB mondial par habitant et part des exportations de marchandises et de services dans le PIB mondial (\$ internationaux de 2005 et %)



Figure B.7: Croissance du PIB réel par habitant et croissance du volume des exportations de marchandises, 2000-2011 (Variation annuelle en % sur les deux axes)

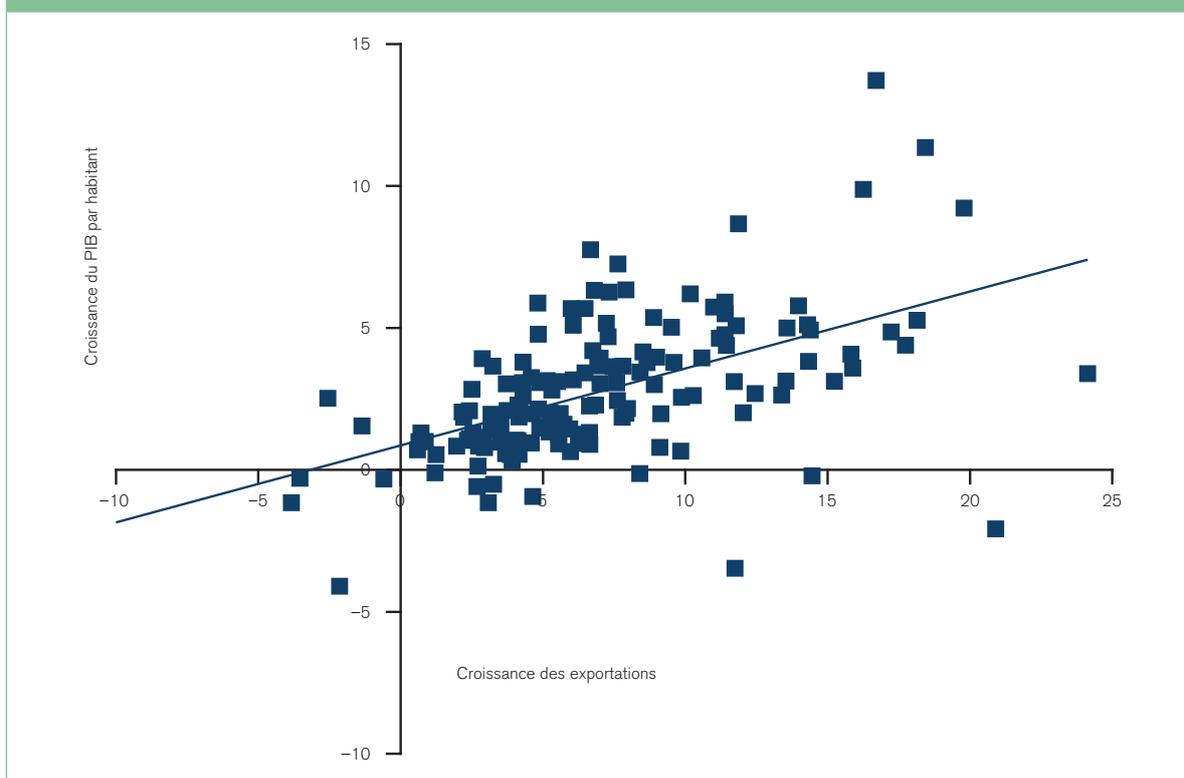
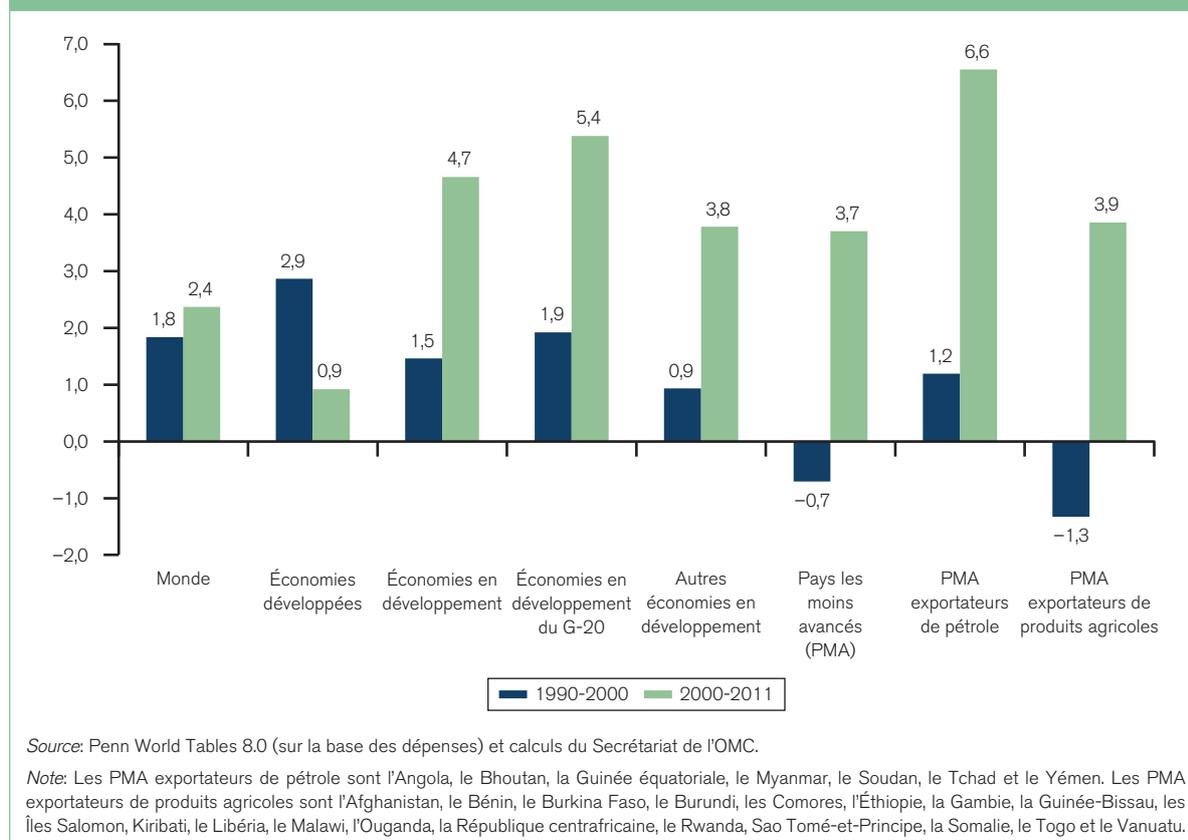


Figure B.8: Croissance annuelle moyenne du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat par niveau de développement, 1990-2011
(Variation annuelle en %)



La relation peut sembler plus étroite qu'elle ne l'est en réalité, du fait que les exportations sont une composante du PIB. Toutefois, d'autres mesures de l'ouverture commerciale montrent toutes qu'il existe une relation positive, quoique plus faible, entre le commerce et la croissance.

La figure B.8 montre la variation annuelle moyenne du PIB en pourcentage pendant deux périodes: 1990-2000 et 2000-2011. Elle indique que la production mondiale a augmenté plus rapidement au cours des onze dernières années que pendant les dix années précédentes, et que toutes les économies en développement ont enregistré une croissance plus rapide pendant la seconde période. La croissance moyenne la plus forte après 2000 a été enregistrée par les PMA exportateurs de pétrole (6,6% par an en moyenne, contre 1,2% dans les années 1990), en partie grâce à l'augmentation des cours des produits primaires au cours des dernières années. Toutefois, les résultats des économies en développement du G-20 (dont certaines sont exportatrices de ressources naturelles) ont été presque aussi spectaculaires (5,2% par an en moyenne, contre 3,9% pendant la décennie précédente).

Les PMA exportateurs de produits agricoles ont également vu leurs revenus augmenter rapidement, de 3,9% par an depuis 2000, après avoir enregistré de mauvais résultats dans les années 1990, pendant lesquelles leurs revenus ont baissé d'environ 1,3% par an (voir aussi la section D).

Seules les économies développées ont enregistré un ralentissement de leur croissance moyenne dans les années 2000 par rapport aux années 1990 (0,9% contre 2,8%), ce qui peut s'expliquer en partie par la crise financière mondiale qui a frappé de manière disproportionnée les économies avancées. Toutefois, même si on se limite à la période antérieure à la crise, c'est-à-dire les années 2000 à 2008, on voit que la croissance des économies avancées a été plus lente dans les années 2000 (2% contre 2,8%).

3. Part croissante des pays en développement dans l'économie mondiale

Une croissance de la production plus rapide que la moyenne entraîne, avec le temps, une augmentation de la part des pays dans le PIB mondial. C'est ce que montre la figure B.9 qui illustre la part croissante des économies en développement dans le PIB mondial à parité de pouvoir d'achat. La part collective de ces pays dans la production mondiale est passée de 39% en 2000 à 52% en 2012. Cette augmentation a été due en grande partie aux économies en développement du G-20, dont la part dans les exportations est passée de 25% à 36%. La Chine, à elle seule, a plus que doublé sa part, qui est passée de 7% à 15%. Pendant la même période, l'Inde a enregistré une augmentation plus modeste, de 4% à 6%, tandis que la

Figure B.9: Parts de certaines économies dans le PIB mondial à parité de pouvoir d'achat, 2000-2012 (pourcentage)

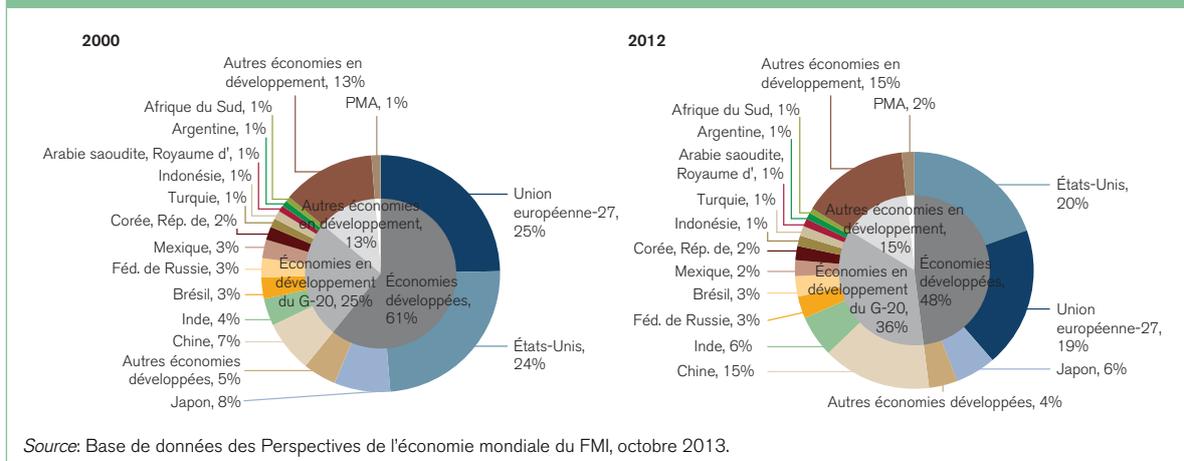
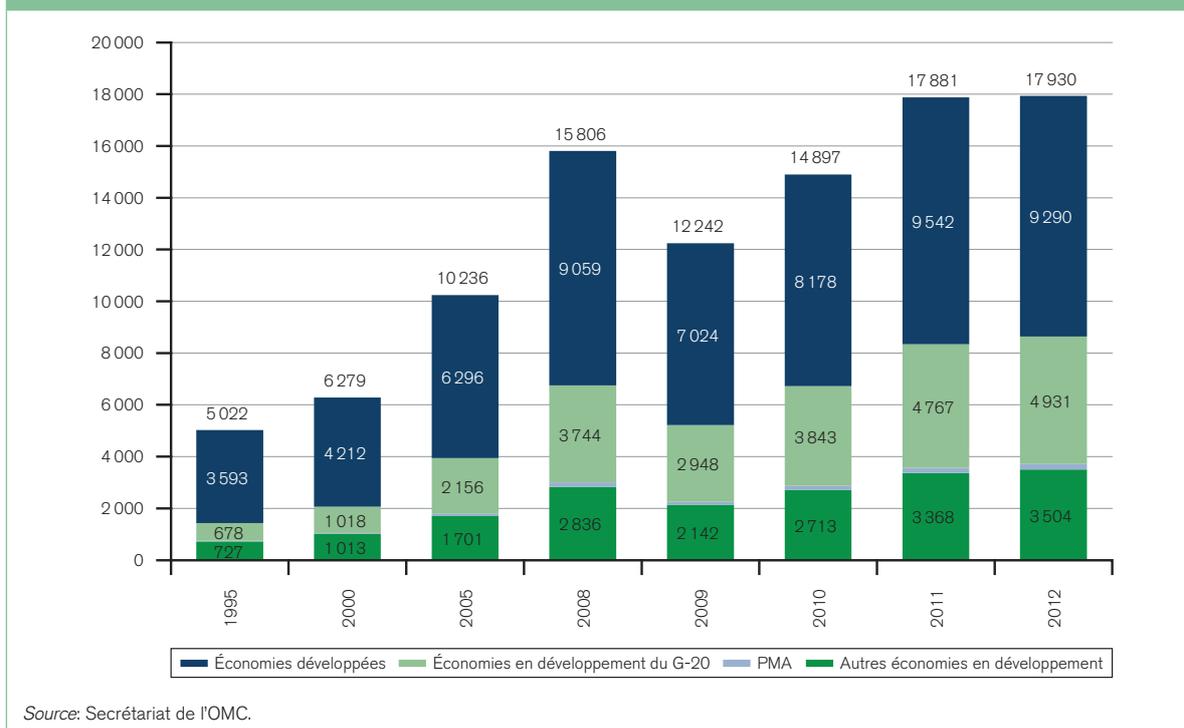


Figure B.10: Évolution des exportations mondiales de marchandises en fonction du niveau de développement, 1995-2012 (Milliards de \$EU)



part du Brésil est restée inchangée, à 3%, et que celle du Mexique a baissé de 3% à 2%. L'ensemble des PMA ne représentaient encore que 2% environ des exportations mondiales en 2012, contre 1% en 2000.

Bien que la figure B.9 indique que le niveau de vie s'améliore effectivement dans les économies en développement, elle ne rend pas bien compte de l'importance de ces économies en tant que destinations des exportations. Cela tient à ce que la capacité d'importer d'un pays dépend plus de son revenu en dollars nominaux que de son revenu à parité de pouvoir d'achat. De ce point de vue, la part

des économies en développement dans la production mondiale est passée de 23% à 40% entre 2000 et 2012. Cette augmentation est importante, mais elle illustre que ces économies ne représentent encore que moins de la moitié du revenu mondial.

La figure B.10 illustre la part croissante des économies en développement dans les exportations mondiales de marchandises depuis 1995 (leur part des importations est qualitativement analogue). La part des économies en développement du G-20 dans les exportations mondiales est passée de 13% en 1995 à 16% en 2000. Mais, entre

2000 et 2012, elle est passée à 28%, en dépit de la crise financière mondiale en 2009. La part des PMA dans les exportations mondiales a été négligeable pendant toute la période, mais celle des autres économies en développement est passée de 16% en 1995 à 20% en 2012. La part de l'ensemble des économies en développement est passée de 33% à 48% pendant cette période.

4. Hétérogénéité des expériences de développement

Comme nous l'avons dit, la croissance n'est qu'un aspect du développement. Si l'augmentation de la production et des revenus ne permettait pas à la population d'obtenir un meilleur niveau de vie, les efforts de développement seraient vains. Les faits donnent à penser que la croissance du PIB par habitant entraîne une amélioration de plusieurs aspects de la qualité de la vie, mais que les gains ne sont pas répartis de manière uniforme. Dans cette section, nous allons examiner divers aspects du développement et de la politique de développement en utilisant un indice de développement humain (excluant le PIB par habitant), un indicateur de l'inégalité des revenus (coefficient de Gini) et un indice de la qualité de l'environnement.

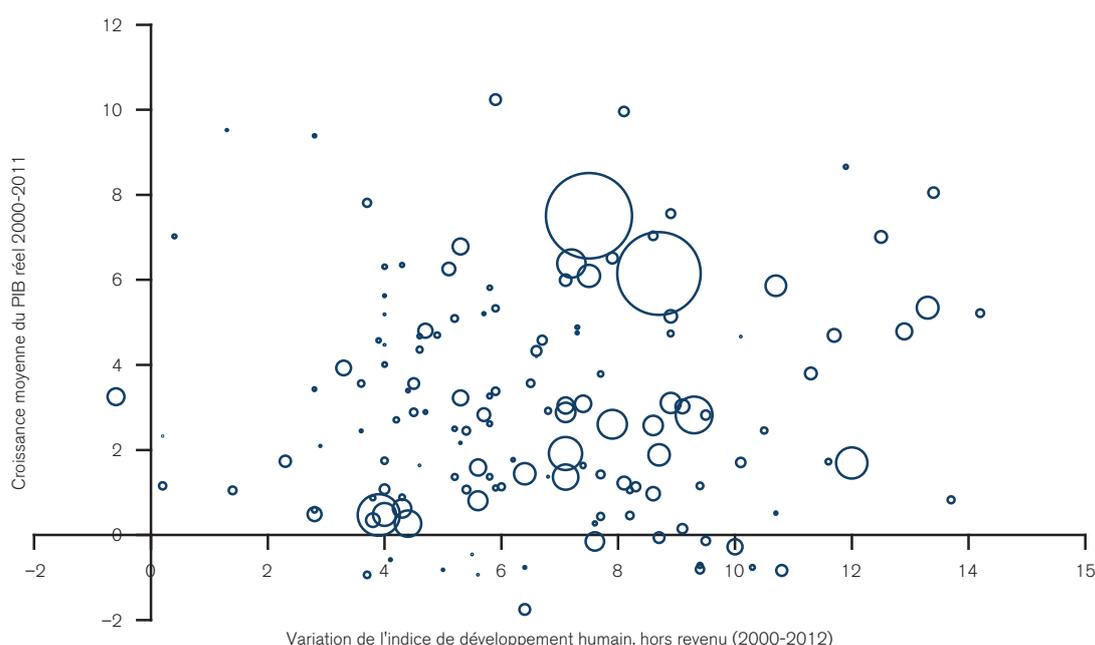
(a) Indicateurs du développement humain et croissance des revenus

Il y a de nombreuses façons d'étudier la relation entre la croissance et le niveau de vie. Les indicateurs courants

du bien-être sont notamment la santé (par exemple, l'espérance de vie à la naissance, la mortalité infantile), la nutrition (apport de calories, incidence des maladies) et les possibilités/la mobilité sociale (taux d'alphabétisation, inégalité économique, inégalité de genre, etc.). L'examen de chacun de ces indicateurs ferait double emploi avec le rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (2013); c'est pourquoi l'accent est mis ici sur un indicateur composite, l'indice de développement humain (IDH) de la Banque mondiale. L'encadré B.2 examine si les Objectifs du Millénaire pour le développement sont sur le point d'être atteints. La version standard de l'IDH tient compte à la fois de l'espérance de vie à la naissance, de la durée moyenne de scolarisation et du PIB par habitant, mais, dans le présent rapport, nous utilisons une autre version qui exclut le revenu, pour éviter de comparer des choses identiques.

Le tableau B.2 de l'appendice combine les données sur la croissance de la production et sur le développement humain pour tous les pays disponibles. Il montre que les pays dont la croissance de la production est supérieure à la moyenne n'enregistrent pas toujours une évolution des indices de développement humain (améliorations du développement humain) supérieure à la moyenne. Cela est confirmé par la figure B.11 qui fait apparaître une relation positive entre les valeurs de l'IDH et le PIB entre 2000 et 2012, mais uniquement lorsque ces valeurs sont pondérées par la population. Sans cette pondération, il n'y a aucune relation entre l'IDH et la croissance du PIB.

Figure B.11: Croissance du PIB réel par habitant et développement humain, 2000-2012
(pourcentage et variation de l'indice de développement humain, hors revenu)



Source: Penn World Tables 8.0, indicateurs du développement dans le monde et calculs du Secrétariat de l'OMC.

Note: La taille de chaque point représente la population du pays.

Encadré B.2: Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont-ils sur le point d'être atteints?

En septembre 2000, les dirigeants du monde se sont réunis, lors du Sommet du Millénaire organisé par les Nations Unies, pour examiner les défis du développement au XXI^e siècle. Ils ont alors adopté la Déclaration du Millénaire, qui a défini huit objectifs que la communauté internationale doit s'efforcer d'atteindre pour « faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité tout entière ».

La Déclaration reconnaissait les difficultés particulières rencontrées par les économies en développement et indiquait qu'un effort soutenu serait nécessaire pour progresser. Les objectifs fixés dans la Déclaration, appelés Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), étaient ambitieux mais étaient en principe réalisables à l'horizon 2015. Comme cette échéance est maintenant proche, il est intéressant d'examiner les progrès accomplis à ce jour et de voir dans quels domaines des efforts sont encore nécessaires. Les résultats sont résumés dans le tableau B.2. Bien que les OMD soient censés être mesurables et réalisables, seul le premier (réduire les formes les plus extrêmes de pauvreté) a été abordé de manière exhaustive.

Tableau B.2: Progrès dans la réalisation des OMD

Cible	Progrès
1 Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 \$ par jour.	Cette cible a été atteinte, mais 1,2 milliard de personnes vivent encore dans des conditions d'extrême pauvreté.
2 Assurer l'éducation primaire pour tous.	Si la tendance actuelle se poursuit, le monde n'atteindra pas cet objectif en 2015.
3 Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.	Des progrès réguliers ont été faits, mais une action plus ciblée est nécessaire dans de nombreuses régions.
4 Réduire de deux tiers la mortalité des enfants.	Des progrès importants ont été réalisés, mais il faut redoubler d'efforts pour atteindre la cible.
5 Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.	La mortalité maternelle a diminué de près de moitié depuis 1990, mais la cible est loin d'être atteinte.
6 D'ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle.	L'incidence du VIH diminue régulièrement dans la plupart des régions; toutefois, 2,5 millions de personnes sont contaminées chaque année.
7 Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.	Les forêts sont un filet de sécurité pour les pauvres, mais leur disparition se poursuit à un rythme alarmant.
8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.	S'agissant du commerce, les décisions adoptées à la Conférence ministérielle de l'OMC à Bali, en décembre 2013, qui doivent encore être pleinement mises en œuvre, sont un premier pas vers la conclusion du Programme de Doha pour le développement, mais il reste à résoudre les questions en suspens (voir aussi l'encadré F.2).

Source: Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (2013).

La poursuite des cibles des OMD aux niveaux mondial et régional peut détourner l'attention des difficultés rencontrées par certains pays pour les atteindre. Les progrès réalisés pour réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans une extrême pauvreté, c'est-à-dire vivant avec moins de 1,25 dollar EU par jour, sont indiqués dans la figure B.12, qui s'appuie sur la base de données PovcalNet de la Banque mondiale. En 2011, certains pays avaient réussi à réduire la pauvreté de plus de la moitié, bien avant l'échéance de 2015, tandis que d'autres étaient loin d'atteindre cet objectif.

Certains pays ont largement dépassé les objectifs – notamment la Chine, le Viet Nam, le Pakistan et le Népal. Cependant, dans quelques pays africains, en particulier au Kenya et en Zambie, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté.

Le commerce peut aider à atteindre plusieurs OMD, en particulier le premier (éradication de la pauvreté et de la faim) et le huitième (partenariat mondial pour le développement). Concernant le premier objectif, le commerce est utile car un plus large accès aux marchés internationaux stimule les exportations, ce qui contribue à l'augmentation du PIB. Le commerce peut aussi aider les entreprises des pays en développement à devenir plus efficaces en leur donnant accès à des marchés plus vastes, ce qui leur permet de profiter des économies d'échelle. Les importations peuvent aider à réduire le fardeau de la pauvreté en stimulant la concurrence et en donnant aux consommateurs à faible revenu un accès à des produits moins chers, importés ou fabriqués localement.

La principale contribution de l'OMC à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement devait être la conclusion des négociations commerciales du Cycle de Doha, par un accord tenant compte des préoccupations des pays en développement. Bien que le Cycle n'ait pas encore été achevé, l'accord trouvé à la Conférence ministérielle de Bali est un pas positif dans cette direction.

Encadré B.2: Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont-ils sur le point d'être atteints? (suite)

Figure B.12: Part de la population vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté dans certains pays, 2000-2011 (pourcentage)



Source: Base de données PovcalNet de la Banque mondiale.

Note: On entend par extrême pauvreté le fait d'avoir un revenu inférieur à 1,25 \$EU par personne et par jour. Les cibles des OMD représentent 50% des chiffres de 1990.

L'absence de lien fort peut être due en partie au fait que les données ne portent que sur une période de dix ans, alors que les améliorations en termes de développement humain peuvent prendre plus de temps. Il se peut aussi que l'existence d'une relation plus étroite soit masquée par les particularités économiques de tout petits pays, qui peuvent souffrir de handicaps tels que l'absence de littoral où l'éloignement des grandes économies. En outre, la pondération par la population donne un grand poids à la Chine et à d'autres grandes économies en développement, qui ont enregistré une croissance rapide pendant les années 2000, tout en améliorant leurs résultats en matière de développement humain.

(b) Croissance et inégalité à l'intérieur des pays

Les pays peuvent atteindre des taux de croissance élevés sans que cela profite à une grande partie de leur population si cette croissance aboutit à une répartition plus inégale des revenus et de la richesse sur leur territoire. L'inégalité entre les pays est aussi un problème car elle signifie que les possibilités futures et la qualité de la vie des personnes dépendent plus de leur lieu d'origine que de leur mérite. Enfin, la répartition mondiale des revenus est importante en soi car il faut aider les gens à sortir de la pauvreté indépendamment du lieu où ils vivent.

La figure B.13 illustre la relation entre l'augmentation des revenus et l'évolution de l'inégalité des revenus dans

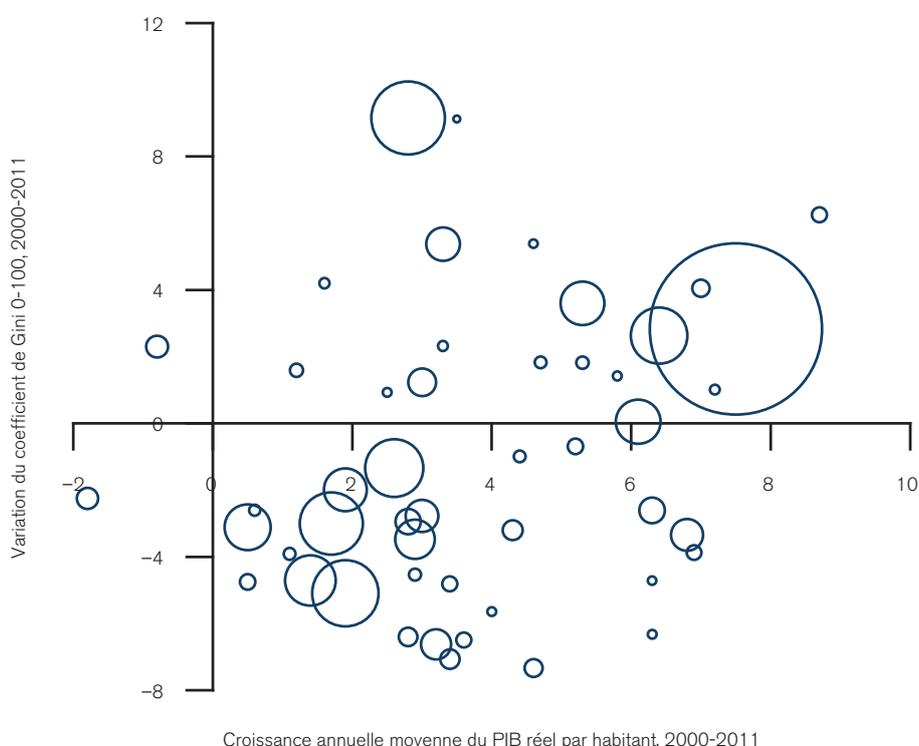
les économies en développement entre 2000 et 2011. L'augmentation des revenus est mesurée par la croissance moyenne du PIB par habitant, tandis que l'inégalité est mesurée par le coefficient de Gini.⁷ La taille de chaque point représente la population des pays, ce qui permet de faire la distinction entre les tendances des petits pays et des grands.

Parmi les pays dont la croissance a été la plus rapide depuis 2000, certains ont augmenté leur indice de Gini tandis que d'autres l'ont vu baisser. L'augmentation de l'indice signifie que la répartition des revenus est plus inégale, tandis que la diminution de l'indice signifie qu'elle est plus égale. Le graphique représente un groupe de grands pays ayant une croissance assez lente et un coefficient de Gini en baisse indiquant une relation légèrement positive entre la croissance et l'inégalité. Toutefois, si l'on ne tient pas compte de la pondération par la population, il ne semble pas y avoir de relation systématique entre la croissance du PIB par habitant et l'inégalité des revenus.

Comment expliquer ces tendances? Les économistes ont discuté pendant un certain temps de l'existence de la courbe dite de Kuznets. Cette courbe en forme de U inversé décrit la relation entre le revenu par habitant et l'inégalité. Elle est fondée sur l'hypothèse de Kuznets selon laquelle, à mesure qu'un pays se développe, l'inégalité des revenus augmente d'abord, puis diminue lorsque le pays atteint un certain niveau de développement. L'argument de Kuznets était qu'aux premiers stades de l'industrialisation, la migration des ruraux vers les villes maintient les salaires

Figure B.13: Croissance du PIB par habitant et inégalité des revenus dans les économies en développement, 2000-2011

(Variation annuelle moyenne en % et variation du coefficient de Gini)



Source: Penn World Tables 8.0 pour le PIB réel, Banque mondiale pour les coefficients de Gini.

Note: La variation moyenne mondiale de l'indice de Gini entre 2000 et 2011 a été de -1,3. La taille de chaque point représente la population du pays.

bas et que, de ce fait, la croissance du PIB s'accompagne d'une plus grande inégalité. Ensuite, quand le PIB par habitant atteint un certain niveau, l'inégalité diminue car le développement de l'État-providence permet une meilleure redistribution.

Toutefois, les données empiriques ne confirment pas l'existence d'une courbe de Kuznets pour l'inégalité. Le meilleur exemple est celui des pays d'Asie de l'Est (Japon; République de Corée; Hong Kong, Chine; Singapour; Indonésie; Thaïlande; et Malaisie), qui ont connu une croissance économique rapide entre 1965 et 1990. Contrairement à la courbe de Kuznets, l'industrialisation rapide de ces pays s'est accompagnée d'une baisse rapide du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue et d'une réduction des inégalités. Plus récemment, la croissance spectaculaire de nombreuses économies asiatiques est allée de pair avec une augmentation notable de la classe moyenne.

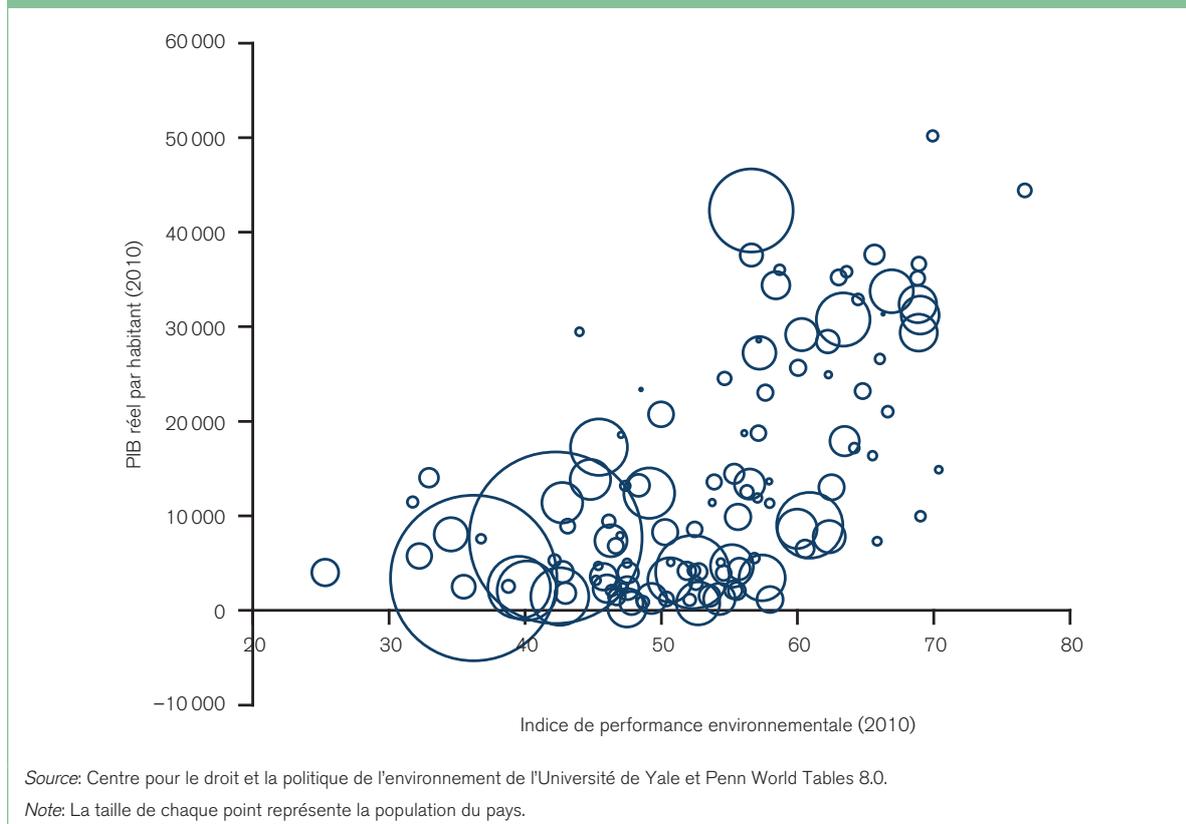
Les spécificités de la croissance économique et des politiques gouvernementales, dans chaque pays expliquent les différentes tendances de la croissance et des inégalités. Plusieurs études empiriques montrent que la relation entre le PIB par habitant et l'inégalité dépend

principalement des changements technologiques. Les principaux déterminants de l'inégalité des salaires dans les pays en développement sont les progrès technologiques axés sur les compétences, qui entraînent une augmentation du salaire relatif des travailleurs qualifiés.

La mondialisation et le commerce sont souvent perçus comme une cause d'inégalité et de précarité de l'emploi. Cependant, des données récentes indiquent qu'il est peu probable que le commerce ait eu un impact sur l'inégalité par le biais classique de la réorientation de la demande de facteurs de production (Haskel *et al.*, 2012). L'inégalité est due principalement aux changements technologiques, à l'augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée et aux décisions fiscales des gouvernements visant à attirer l'IED (Feenstra et Hanson, 1997).

La littérature économique traitant du miracle asiatique a mis en lumière le rôle de l'État, des réformes foncières et de l'éducation universelle dans les bons résultats des pays d'Asie. Selon Stiglitz (1996), les politiques de redistribution ont augmenté la capacité de consommation du citoyen moyen, stimulant la croissance par la consommation intérieure et l'investissement.

Figure B.14: PIB réel par habitant et performance environnementale
(\$ de 2005 en PPA, pondérés par la population en 2010)



(c) Impact du développement économique sur l'environnement

Outre le revenu, la qualité de l'environnement est une autre dimension importante du développement. Comme avec l'Indice de développement humain mentionné plus haut, nous avons utilisé un indice composite pour évaluer la force de la relation entre les revenus et la performance environnementale pour tous les pays disponibles. La mesure utilisée est l'Indice de performance environnementale (IPE) établi par le Centre pour le droit et la politique de l'environnement de l'Université de Yale.

L'indice est basé sur 22 indicateurs de la qualité de l'environnement et de la viabilité des écosystèmes, notamment la pollution, l'accès à l'eau potable, les émissions de SO_2 , et de CO_2 , les subventions agricoles et la protection des habitats critiques. Plus l'indice est élevé plus la qualité de l'environnement est bonne. Parmi les économies en développement à croissance rapide, certaines ont amélioré leur performance environnementale tandis que d'autres ont enregistré une détérioration.

La figure B.14 fait apparaître une relation positive entre l'IPE et le revenu par habitant, ce qui donne à penser que les pays à revenu élevé sont mieux à même de payer pour préserver leur environnement. Les politiques commerciales

et autres qui favorisent la croissance économique peuvent aider indirectement à assainir l'environnement.

L'économie environnementale utilise une « courbe de Kuznets environnementale » pour identifier une corrélation entre le revenu par habitant et la dégradation de l'environnement. L'hypothèse est que la qualité de l'environnement se détériore aux premiers stades du développement, puis s'améliore à partir d'un certain niveau de revenu (Grossman et Krueger, 1993). La pollution augmente à mesure que l'économie s'industrialise et passe de l'agriculture au secteur manufacturier (très polluant). Puis, quand le PIB par habitant augmente, la qualité de l'environnement s'améliore, malgré l'augmentation de l'activité économique (effet d'échelle). Cela s'explique de plusieurs façons.

Premièrement, à mesure que l'économie se développe, la composition de la production change et les produits à forte intensité de ressources naturelles ont tendance à céder la place aux services. Deuxièmement, quand les revenus sont plus élevés, la consommation évolue, avec une préférence croissante pour les produits respectueux de l'environnement. Troisièmement, à mesure que le niveau de développement d'un pays s'élève, la qualité des institutions s'améliore, de même que la capacité du pays d'appliquer des mesures réglementaires pour remédier aux problèmes environnementaux. Enfin, quand

le PIB par habitant est plus élevé, le pays est mieux à même de profiter des économies d'échelle associées aux technologies antipollution (effet de technique).

Les données empiriques sur l'existence d'une courbe de Kuznets environnementale ont produit jusqu'à présent des résultats contradictoires. Bien que certaines données indiquent une réduction de polluants tels que le dioxyde de soufre, en général la courbe de Kuznets ne s'applique pas aux émissions de dioxyde de carbone – bien au contraire, les émissions de CO₂ par habitant semblent augmenter avec le revenu (Shafik, 1994; Frankel et Rose, 2005; Huang *et al.*, 2008). Cette contradiction peut s'expliquer par le fait que certains polluants créent des problèmes locaux (comme le dioxyde de soufre), ce qui n'est pas le cas pour d'autres (comme les émissions de dioxyde de carbone). En conséquence, si la réduction de la pollution qui cause un problème local est plus intéressante pour les gouvernements, ceux-ci sont moins susceptibles d'intervenir lorsque l'impact environnemental d'un polluant est plus mondial que local.

Les données empiriques indiquent qu'il n'y a pas de lien de causalité entre le niveau de développement d'un pays et sa performance environnementale. Les institutions politiques, la bonne gouvernance et la diffusion des innovations technologiques respectueuses de l'environnement (facteurs qui sont tous associés au niveau de développement d'un pays) déterminent la relation entre le PIB par habitant et la qualité de l'environnement. À mesure que l'importance économique d'un pays augmente, son activité économique croît et avec elle, la pollution – pour une technologie donnée. Toutefois, des politiques environnementales appropriées peuvent avoir un impact sur cette relation.

Le commerce est un facteur important qui influe sur la relation entre la croissance et l'environnement. Premièrement, l'ouverture au commerce accroît la disponibilité des technologies respectueuses de l'environnement et en diminue le coût. Deuxièmement, le fait que le public – en particulier dans les économies

avancées – demande un environnement plus propre incite aussi à adopter des technologies moins polluantes dans les économies moins avancées. Il a été dit, par exemple, que les entreprises multinationales, préoccupées par leur réputation et par les économies d'échelle, peuvent exiger de leurs filiales des mesures environnementales plus strictes que celles qu'impose le pays hôte (Albornoz *et al.*, 2009). Troisièmement, à supposer que l'échelle d'une activité économique et la méthode de production ne changent pas, l'ouverture commerciale peut réduire la pollution dans les pays qui se spécialisent dans les secteurs propres. En revanche, la spécialisation dans un secteur très polluant entraînera une dégradation de la qualité de l'environnement si le pays n'améliore pas ses technologies respectueuses de l'environnement.

5. Ouverture commerciale dans les pays en développement

L'ouverture commerciale de plusieurs grandes économies en développement très dynamiques au cours des dernières décennies a radicalement modifié la structure du commerce international. Le tableau B.3 présente des données concernant le taux NPF appliqué, les taux « consolidés » (taux de droits maximaux que les Membres de l'OMC se sont engagés à ne pas dépasser) et le pourcentage de lignes tarifaires visées par des taux consolidés. Le tableau indique le taux moyen en 2011 et la variation en pourcentage depuis 1996.

Tous les groupes de pays mentionnés dans le tableau B.3 ont libéralisé leur commerce depuis 1996, mais l'ouverture commerciale des économies en développement du G-20 et des autres économies en développement a été la plus notable. Les économies en développement du G-20 ont abaissé de plus de 5% leurs taux NPF appliqués. Elles ont consolidé plus de 80% de leurs lignes tarifaires et ont réduit leurs taux consolidés d'environ 10% au cours des dix dernières années. Bien que la modification des taux NPF

Tableau B.3: Taux de droits moyens, par groupe de pays (Pourcentage)

	Taux NPF (%)		Taux consolidé (%)		Lignes consolidées (%)	
	Moyenne 2009–2011	Variation depuis 1996	Moyenne 2009–2011	Variation depuis 1996	Moyenne 2009–2011	Variation depuis 1996
Monde	8,5	-2,0	27,0	-3,8	80,1	12,9
Économies développées	2,7	-1,9	6,3	-1,3	98,9	-0,1
Économies en développement du G-20	10,1	-5,5	29,2	-9,8	80,0	7,9
Autres économies en développement	13,0	-1,7	29,6	-7,1	87,6	22,4
PMA	7,1	-2,1	42,2	-2,4	45,5	8,4

Source: Secrétariat de l'OMC.

Note: Variations entre la moyenne de 1996-1998 et la moyenne de 2009-2011. L'échantillon comprend uniquement les paires pays-produit pour lesquelles on dispose de données sur les lignes consolidées, les taux consolidés et les importations pour au moins une année à la fois au début et à la fin de la période.

Tableau B.4: Droits de douane appliqués aux importations en provenance des PMA par les économies développées et certaines économies en développement du G-20, 2002-2012
(Millions de \$EU et %)

	Valeur des importations (millions de \$EU)				Droits moyens pondérés, y compris les préférences ^a (%)			
	Tous les secteurs	Produits non pétroliers	Produits agricoles (Accord sur l'agriculture) ^b	Produits non agricoles (AMNA) ^c	Tous les secteurs	Produits non pétroliers	Produits agricoles (Accord sur l'agriculture) ^b	Produits non agricoles (AMNA) ^c
Économies développées								
2002	23 683	16 880	1 664	15 216	2,4	4,0	2,8	4,2
2007	58 377	30 603	3 283	27 320	2,1	3,4	1,9	3,6
2012	83 059	46 492	5 233	41 259	2,1	3,5	0,9	3,8
Certaines économies en développement du G-20 ^d								
2002	4 969	4 221	218	4 003	1,9	5,3	13,3	3,1
2007	31 149	26 728	1 027	25 700	1,0	4,4	17,6	1,7
2012 ^e	63 657	46 777	1 664	45 113	0,4	1,2	5,2	0,8

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données de la BDI.

^a Les moyennes pondérées pour les économies développées sont calculées au moyen de coefficients fixes pour les trois années.

^b Produits agricoles tels que définis à l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC.

^c i.e. accès aux marchés pour les produits non agricoles. Les produits relevant de l'AMNA s'entendent de tous les produits non visés par l'Accord sur l'agriculture.

^d Comprend l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, le Mexique, la République de Corée et la Turquie.

^e Les données tarifaires sont disponibles pour toutes les économies en développement du G-20 sauf l'Argentine pour 2012. Pour ce groupe de pays, les droits moyens pondérés par les échanges appliqués aux importations en provenance des PMA sont de 1,3% pour tous les secteurs, 1,3% pour les produits non pétroliers, 3,8% pour les produits agricoles et 1,8% pour les produits non agricoles.

des autres économies en développement ait été à peu près la même que dans l'économie mondiale en général, ces pays ont aussi fortement réduit (de 7%) leurs taux consolidés et augmenté le nombre de lignes consolidées (de 22%).

L'accession de la Chine à l'OMC en 2001 a joué un rôle important dans l'ouverture du pays au commerce. La moyenne simple de ses droits de douane a été ramenée d'environ 40% en 1985 à moins de 10% actuellement. Ianchovichina et Martin (2001) créent un scénario hypothétique décrivant l'évolution des droits de douane chinois si le pays n'avait pas accédé à l'OMC. Ils estiment que l'accession de la Chine a pu ramener la moyenne pondérée de la protection tarifaire à l'importation de 21,4% à 7,9%. De nombreuses études montrent l'effet positif de l'accession de la Chine sur la croissance économique, le commerce et l'investissement.⁸

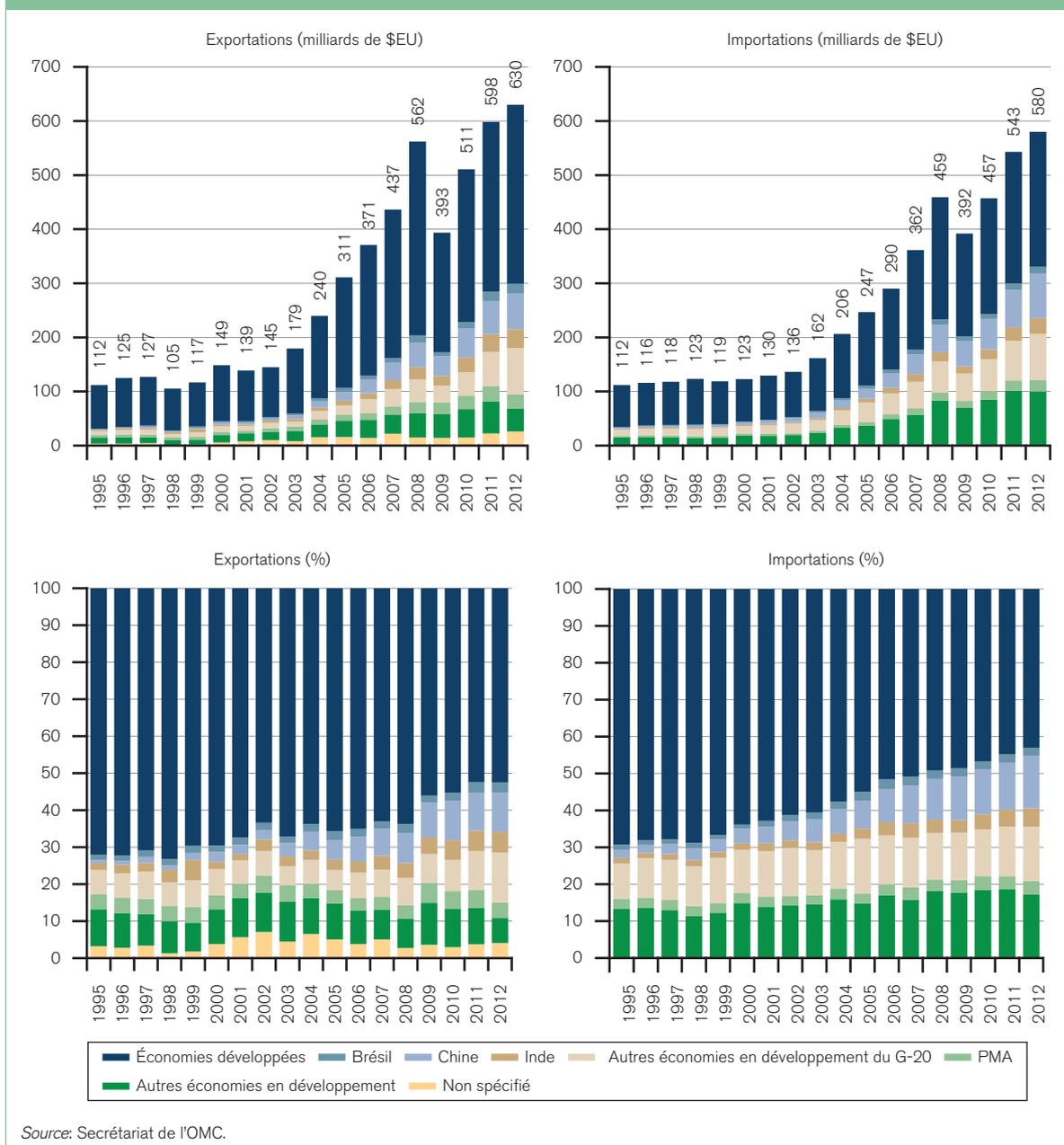
L'ouverture commerciale des économies en développement du G-20 a augmenté les possibilités d'exportation pour ces économies en général et pour les PMA en particulier. Cela est illustré par le tableau B.4 qui montre l'évolution des droits de douane appliqués aux importations en provenance des PMA par les économies développées et par certaines économies en développement du G-20. Dans le tableau, il est tenu compte uniquement des économies en développement du G-20 pour lesquelles on dispose de données pour toutes les périodes, à savoir de 2002 à 2012. Les droits

de douane appliqués aux importations en provenance des PMA ont chuté plus rapidement, depuis 2002, dans les économies en développement du G-20 que dans les économies développées. Cette baisse est due en grande partie à l'ouverture du marché chinois, dont le poids dans ce groupe d'importateurs est considérable.

Au cours des années, les PMA et les autres pays en développement ont considérablement augmenté leurs exportations vers les économies en développement du G-20, en particulier celles d'Asie. La part des exportations de l'Afrique vers les économies développées est passée de 72% en 1995 à 53% en 2012 (voir la figure B.15). Une évolution analogue, quoique moins marquée, est observée en Amérique du Sud et centrale et au Moyen-Orient. Pour la plupart des pays en développement, l'apparition de nouveaux grands marchés a conduit à l'augmentation des exportations totales et non au remplacement des partenaires commerciaux traditionnels par de nouveaux. Par ailleurs, l'expansion des échanges avec ces marchés réduit la volatilité de la production dans les économies vulnérables.

Toutefois, ces nouveaux marchés ne profitent pas autant à tous les produits et à tous les pays. Les exportations des pays africains vers les économies en développement consistent principalement en produits primaires, notamment en pétrole. Cette tendance est particulièrement évidente dans les exportations de l'Afrique vers les économies en développement d'Asie (c'est-à-dire l'Asie à l'exclusion

Figure B.15: Exportations de marchandises de l'Afrique par partenaire à l'exportation/à l'importation, 1995-2012 (Milliards de \$EU et %)



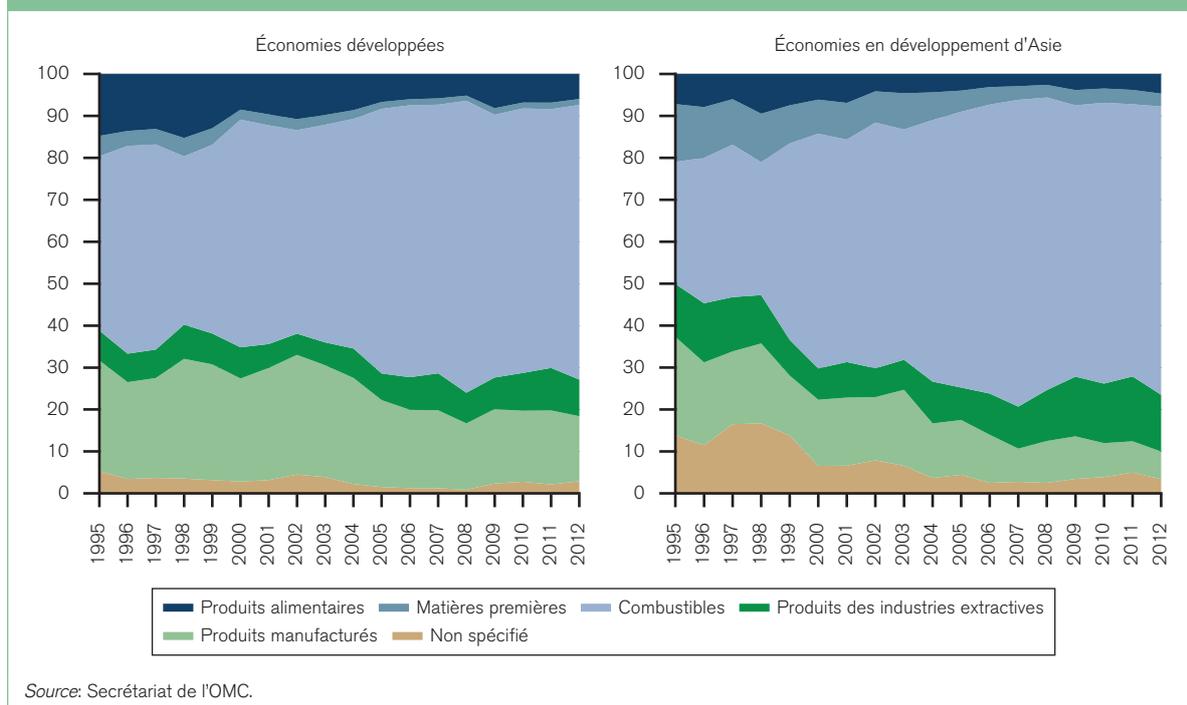
du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande). En 2012, les combustibles ont représenté environ 69% des exportations de l'Afrique vers ces pays, contre 65% des exportations vers les pays développés. En outre, la part des produits primaires (y compris les produits alimentaires, les matières premières agricoles et les produits des industries extractives, ainsi que le pétrole) dans les exportations africaines vers les économies en développement d'Asie a atteint 90% en 2012, contre 82% dans les exportations vers les économies développées (voir la figure B.16). Par ailleurs, le commerce des pays en développement d'Asie avec l'Afrique s'effectue avec quelques pays seulement: environ 80% des importations des pays en

développement d'Asie en provenance de l'Afrique viennent de trois pays: l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigéria.

6. Conclusions

Cette section a décrit l'essor rapide des grands pays en développement pendant les 15 dernières années et leur importance croissante dans le commerce international. L'ouverture commerciale dans de nombreux secteurs a fait partie intégrante de ce processus. L'accès à ces marchés offre des possibilités considérables aux autres pays en développement.

Figure B.16: Exportations de marchandises de l'Afrique vers les économies développées et les économies en développement d'Asie par produit, 1995-2012 (pourcentage)



Notes

- 1 Le groupe des économies développées comprend également plusieurs petits territoires dont les données sont généralement enregistrées avec celles d'autres pays, notamment: Andorre, les Bermudes, Gibraltar, le Groenland, les îles Anglo-Normandes, l'île de Man, les Îles Féroé, le Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin et Saint-Pierre-et-Miquelon.
- 2 La communauté d'États indépendants comprend les pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine.
- 3 Le 29 avril 2014, la Banque mondiale a annoncé la publication de nouvelles estimations de la PPA réalisées par le Programme de comparaison internationale sur la base de données concernant 199 pays – le plus vaste exercice de mesure de la PPA jamais effectué à ce jour. Ces nouvelles estimations peuvent modifier certains résultats du présent rapport, pour lequel des estimations antérieures de la PPA ont été utilisées, mais le panorama global reste le même.
- 4 Voir OMC (2008b) section B, et l'encadré B.1 pour un exposé succinct.
- 5 Acemoglu et Ventura (2002) montrent que la croissance à long terme basée uniquement sur l'accumulation de capital ne peut être maintenue dans une économie ouverte (comme c'est souvent le cas dans une économie fermée) si les pays ont un pouvoir de marché sur le produit qu'ils exportent (par exemple, un produit de haute technologie). Cela est dû au fait que, dans ce cas, ils enregistreront une dégradation de leurs termes de l'échange à mesure que leurs exportations augmenteront.
- 6 Baldwin et Robert-Nicoud (2008).
- 7 Ce coefficient (aussi appelé indice de Gini parce que sa valeur est comprise entre 0 et 1) mesure le degré de concentration dans une population donnée lorsque la forme mathématique de la distribution sous-jacente est inconnue. Il est très utile pour mesurer l'inégalité des revenus. Il est basé sur la courbe de Lorenz, qui représente le pourcentage du revenu total reçu par X% des personnes les plus pauvres dans un pays donné.
- 8 Par exemple, Ianchovichina et Martin (2001) fournissent des estimations des gains dus aux réformes commerciales et à leur effet sur les salaires et l'emploi. Hertel *et al.* (2006) montrent que l'accession de la Chine à l'OMC a considérablement augmenté les stocks d'investissements et de capitaux. Selon ces auteurs, l'augmentation de l'investissement intérieur est le résultat des engagements concernant l'élimination des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, de la fin de la discrimination entre les entreprises nationales et les entreprises étrangères et de l'utilisation plus efficace de l'épargne intérieure. Mattoo (2002) examine l'impact de l'accession de la Chine à l'OMC sous l'angle des engagements de libéralisation des services qui, à son avis, constituent le programme de réforme le plus radical jamais négocié dans le cadre de l'OMC. Il constate que l'investissement étranger a augmenté quand on a annoncé la suppression de la plupart des restrictions à l'entrée des étrangers et à la propriété étrangère et des discriminations contre les entreprises étrangères. Voir aussi Tang et Wei (2009) pour un examen empirique plus général des effets positifs de l'accession au GATT/à l'OMC sur la croissance et l'investissement. Eicher et Henn (2011) obtiennent des résultats analogues avec une méthode plus fine.

Tableaux de l'appendice

Tableau B.1 de l'appendice: **Groupes de pays utilisés dans le présent rapport**

Économies développées

Allemagne; Australie; Autriche; Belgique; Bermudes; Bulgarie; Canada; Chypre; Danemark; Espagne; Estonie; États-Unis; Finlande; France; Gibraltar; Grèce; Groenland; Hongrie; Îles Féroé; Irlande; Islande; Italie; Japon; Lettonie; Liechtenstein; Lituanie; Luxembourg; Malte; Monaco; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pays-Bas; Pologne; Portugal; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Royaume-Uni; Saint-Pierre-et-Miquelon; Slovénie; Suède; Suisse.

Économies en développement

Économies en développement du G-20

Afrique du Sud; Arabie saoudite, Royaume d'; Argentine; Brésil; Chine; Corée, République de; Fédération de Russie; Inde; Indonésie; Mexique; Turquie.

Pays les moins avancés (PMA)

Afghanistan; Angola; Bangladesh; Bénin; Bhoutan; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Comores; Congo, République démocratique du; Djibouti; Guinée équatoriale; Érythrée; Éthiopie; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Kiribati; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique populaire lao; Rwanda; Samoa; Sao Tomé-et-Principe; Sénégal; Sierra Leone; Somalie; Soudan; Soudan du Sud; Tanzanie; Tchad; Timor-Leste; Togo; Tuvalu; Vanuatu; Yémen; Zambie.

Autres économies en développement

Albanie; Algérie; Andorre; Anguilla; Antigua-et-Barbuda; Antilles néerlandaises; Arménie; Aruba (Pays-Bas pour le compte de); Azerbaïdjan; Bahamas; Bahreïn, Royaume de; Barbade; Belarus; Belize; Bolivie, État plurinational de; Bosnie-Herzégovine; Botswana; Brunéi Darussalam; Cabo Verde; Cameroun; Chili; Colombie; Congo, République populaire démocratique de; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatie; Cuba; Curaçao; Dominique; Égypte; El Salvador; Émirats arabes unis; Équateur; ex-République yougoslave de Macédoine; Fidji; Gabon; Géorgie; Ghana; Grenade; Guadeloupe; Guam; Guatemala; Guyana; Guyane française; Honduras; Hong Kong, Chine; Île Christmas; Île de Norfolk; Île Wake; Îles Caïmanes; Îles Cocos; Îles Cook; Îles Marianne du Nord; Îles Marshall; Îles Midway; Îles Turques et Caïques; Îles Vierges américaines; Îles Vierges britanniques; Îles Wallis-et-Futuna; Iran; Iraq; Israël; Jamaïque; Jordanie; Kazakhstan; Kenya; Koweït, État du; Libye; Macao, Chine; Malaisie; Maldives; Maroc; Martinique; Maurice; Micronésie, États fédérés de; Moldova; Mongolie; Monténégro; Montserrat; Namibie; Nauru; Nicaragua; Nigéria; Nioué; Nouvelle-Calédonie; Oman; Ouzbékistan; Pakistan; Palaos; Panama; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Paraguay; Pérou; Philippines; Pitcairn; Polynésie française; Porto Rico; Qatar; République arabe syrienne; République dominicaine; République kirghize; République Libanaise; Réunion; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Martin; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sainte-Hélène; Sainte-Lucie; Samoa américaines; Serbie; Seychelles; Singapour; Sri Lanka; Suriname; Swaziland; Tadjikistan; Taipei chinois; Territoire britannique de l'Océan Indien; Thaïlande; Tokélaou; Tonga; Trinité-et-Tobago; Tunisie; Turkménistan; Ukraine; Uruguay; Venezuela, République bolivarienne du; Viet Nam; Zimbabwe.

Source: Secrétariat de l'OMC.

Tableau B.2 de l'appendice: Indicateurs du développement par niveau de développement pour certaines économies, 2000-2012^a

Économie	PIB réel par habitant 2011 ^a (\$EU 2005)	Croissance du PIB réel par habitant 2000-2011 ^a (variation annuelle moyenne en pourcentage)	Indice de performance environnementale (0-100)		Indice de développement humain, hors revenu (0-100)		Ratio commerce/PIB (moyenne de la période)		Moyenne tarifaire pondérée en fonction des échanges (%)		Coefficient de Gini (0-100)	
			2000 ^a	2010 ^a	2000 ^a	2012 ^a	1998-2000 ^a	2010-2012 ^a	2000 ^a	2011 ^a	2000 ^a	2011 ^a
Économies développées												
Allemagne	34 520	1,4	67	67	88	95	30	48	2,1	1,1	28	..
Australie	38 499	1,7	56	57	96	98	20	22	10,9	1,8	..	..
Autriche	37 283	1,1	68	69	85	91	42	54	2,1	1,1	29	..
Belgique	35 446	1	53	63	90	92	..	83	2,1	1,1	33	..
Bulgarie	12 907	5,1	49	56	77	83	50	64	2,1	1,1	26	..
Canada	35 345	0,5	56	58	91	93	41	31	1,3	0,9	33	..
Chypre	28 183	2,2	56	57	82	87	50	44	2,1	1,1	..	..
Danemark	35 641	0,9	61	64	88	92	39	50	2,1	1,1	25	..
Espagne	28 741	1,6	56	60	86	92	28	30	2,1	1,1	35	..
Estonie	20 102	5,2	56	56	84	89	79	92	2,1	1,1	37	..
États-Unis	42 646	0,5	54	57	92	96	12	15	1,8	1,6	41	..
Finlande	33 747	1,4	62	64	85	91	35	41	2,1	1,1	27	..
France	31 438	0,8	62	69	86	92	26	30	2,1	1,1	..	..
Grèce	23 699	1,4	56	60	82	90	22	26	2,1	1,1	34	..
Hongrie	18 852	2,9	52	57	83	87	68	87	2,1	1,1	27	..
Irlande	36 705	1,1	54	59	90	96	89	94	2,1	1,1	34	..
Islande	31 922	-0,5	64	66	89	94	36	54	3,4	1,0	..	..
Italie	29 089	-0,2	63	69	84	91	24	29	2,1	1,1	36	..
Japon	30 427	0,3	60	63	90	94	10	16	2,8	1,3	..	..
Lettonie	16 006	4,9	64	70	78	86	47	59	2,1	1,1	34	35
Lituanie	17 200	4,7	62	66	80	85	47	77	2,1	1,1	32	38
Luxembourg	78 131	2,1	69	69	83	86	75	132	2,1	1,1	31	..
Malte	23 993	1,4	48	49	81	88	87	98	2,1	1,1	..	..
Norvège	52 415	2,7	68	70	94	98	37	34	1,1	0,5	26	..
Nouvelle-Zélande	26 667	0,9	59	66	94	98	31	29	2,5	1,6	36	..
Pays-Bas	38 055	1,1	64	66	91	95	60	77	2,1	1,1	31	..
Pologne	18 430	3,9	62	63	82	85	28	45	2,1	1,1	33	33
Portugal	22 290	1,1	52	58	78	84	33	38	2,1	1,1	38	..
République slovaque	21 467	4,7	60	67	82	87	47	87	2,1	1,1	..	26
République tchèque	23 254	2,4	61	65	86	91	56	71	2,1	1,1	..	..
Roumanie	13 574	6,5	42	48	76	84	31	41	2,1	1,1	30	27
Royaume-Uni	32 260	0,6	61	69	84	89	27	32	2,1	1,1	36	..
Slovénie	24 365	1,8	57	62	87	94	52	70	2,1	1,1	28	..
Suède	36 101	1,2	66	69	94	94	39	45	2,1	1,1	25	..
Suisse	44 824	1,7	76	77	89	93	42	58	1,4	0,0	34	..
Économies en développement du G-20												
Afrique du Sud	8 457	3,3	34	35	61	61	25	29	4,6	4,5	58	63
Arabie saoudite, Royaume d'	25 556	5,1	51	50	69	77	29	41	12,1	3,9	..	..
Argentine	14 508	3,2	52	56	80	85	11	20	10,5	5,6	51	44
Brésil	9 295	1,9	55	61	68	76	9	12	12,7	7,9	60	55
Chine	8 069	7,5	41	42	65	73	20	27	14,6	4,1	39	42
Corée, République de	27 522	3,1	52	57	88	95	38	55	5,9	8,7	32	..
Fédération de Russie	18 678	6,4	49	45	74	82	33	26	8,8	5,2	37	40
Inde	3 602	6,2	35	36	49	58	13	25	28,6	8,2	..	34
Indonésie	4 339	2,8	47	52	58	67	42	24	5,2	2,6	29	38

II. COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT: TENDANCES RÉCENTES ET RÔLE DE L'OMC

 Tableau B.2 de l'appendice: Indicateurs du développement par niveau de développement pour certaines économies, 2000-2012^a (suite)

Économie	PIB réel par habitant 2011 ^a (\$EU 2005)	Croissance du PIB réel par habitant 2000-2011 ^a (variation annuelle moyenne en pourcentage)	Indice de performance environnementale (0-100)		Indice de développement humain, hors revenu (0-100)		Ratio commerce/ PIB (moyenne de la période)		Moyenne tarifaire pondérée en fonction des échanges (%)		Coefficient de Gini (0-100)	
			2000 ^a	2010 ^a	2000 ^a	2012 ^a	1998-2000 ^a	2010-2012 ^a	2000 ^a	2011 ^a	2000 ^a	2011 ^a
			Mexique	12 710	1,4	43	49	73	81	32	32	15,2	2,2	52	47
Turquie	14 437	3,1	40	45	63	72	20	27	5,4	2,7	..	40
Autres économies en développement												
Albanie	7 365	4,6	59	66	77	81	25	42	11,3	1,3	29	35
Antigua-et-Barbuda	12 909	-0,3	..	..	..	78	72	51	15,5	14,6	..	..
Arménie	5 235	6,3	45	47	77	81	36	35	2,4	2,3	36	31
Azerbaïdjan	9 317	11,9	34	43	..	78	37	39	6,6	3,9	..	34
Bahamas	19 367	-2,3	..	..	..	78	41	48	28,6	18,9	..	..
Bahréïn, Royaume de	20 676	2,4	..	..	77	81	71	62	7,9	5,7	..	..
Barbade	20 642	-0,9	..	..	80	86	54	56	21,0	14,8	..	..
Belarus	15 353	6,9	49	54	..	83	..	72	8,9	1,8	30	26
Belize	7 367	1,6	..	..	72	77	57	61	11,2	11,1	53	..
Bolivie, État plurinational de	4 167	3,6	54	55	68	74	21	37	8,5	3,7	63	56
Bosnie-Herzégovine	7 581	3,9	38	37	..	79	59	49	5,1	1,5	..	..
Botswana	11 811	3,4	48	54	55	60	46	46	1,5	3,6	..	..
Brunéï Darussalam	67 544	4,5	62	62	79	83	55	45	9,5	4,1	..	..
Cabo Verde	4 126	5,2	..	..	58	62	41	53	..	10,2	..	..
Cameroun	1 858	-0,1	42	43	43	52	24	26	13,5	11,9	..	..
Chili	15 243	4,3	53	55	80	86	28	35	9,0	4,0	55	52
Colombie	8 408	3	58	62	68	75	16	18	11,0	5,6	59	56
Congo	2 427	2,6	47	47	50	55	66	79	17,8	14,7	..	..
Costa Rica	10 123	1,6	66	69	74	82	48	40	3,7	3,1	47	51
Côte d'Ivoire	1 372	-1,8	51	54	38	44	37	47	7,2	6,8	44	42
Croatie	17 216	3,3	61	64	78	84	40	42	4,5	1,3	31	34
Dominique	11 329	2,3	..	..	77	77	57	44	13,8	8,6	..	..
Équateur	6 828	4,6	58	61	71	77	25	32	11,1	4,1	57	49
Égypte	4 836	1,9	48	55	62	70	20	23	14,2	8,1	33	31
El Salvador	1 117	1,1	51	52	64	72	33	36	6,5	5,5	52	48
ex-République yougoslave de Macédoine	8 240	3,5	45	47	..	78	49	61	9,3	2,0	34	44
Fidji	4 645	-0,8	..	..	74	79	56	58	..	9,9	..	43
Gabon	12 403	4,8	50	58	60	67	49	41	16,2	14,5	..	..
Géorgie	5 839	7,2	54	57	..	85	30	45	10,1	0,7	41	42
Ghana	2 522	3,8	45	48	53	65	46	41	16,2	8,6	41	..
Grenade	8 502	1,4	..	..	..	83	58	36	16,2	7,6	..	..
Guatemala	4 236	1,1	48	52	51	60	23	31	5,8	2,3	54	..
Honduras	2 920	1,2	49	53	60	70	53	57	8,4	6,5	55	57
Hong Kong, Chine	38 569	2,5	..	..	80	91	129	209	0,0	0,0	..	..
Iran	11 818	5,9	41	43	66	77	19	26	22,7	21,8	44	..
Iraq	4 197	0,3	26	25	59	62	64	37	..	..	..	..
Israël	25 081	-0,9	54	55	91	94	35	35	..	3,5	..	..
Jamaïque	5 078	0,3	52	54	72	79	43	41	9,9	7,5	44	..
Jordanie	5 092	4,4	40	42	72	77	53	58	18,9	5,2	36	35
Kazakhstan	16 270	10	35	33	71	79	42	39	..	3,4	..	29
Kenya	1 298	-0,3	47	49	49	59	38	37	15,0	6,1	43	..
Koweït, État du	63 199	7	37	36	73	73	42	47	3,9	4,1	..	..
Macao, Chine	69 472	10,1	..	..	..	..	70	79	..	0,0	..	..

Tableau B.2 de l'appendice: Indicateurs du développement par niveau de développement pour certaines économies, 2000-2012^a (suite)

Économie	PIB réel par habitant 2011 ^a (\$EU 2005)	Croissance du PIB réel par habitant 2000-2011 ^a (variation annuelle moyenne en pourcentage)	Indice de performance environnementale (0-100)		Indice de développement humain, hors revenu (0-100)		Ratio commerce/PIB (moyenne de la période)		Moyenne tarifaire pondérée en fonction des échanges (%)		Coefficient de Gini (0-100)	
			2000 ^a	2010 ^a	2000 ^a	2012 ^a	1998-2000 ^a	2010-2012 ^a	2000 ^a	2011 ^a	2000 ^a	2011 ^a
Malaisie	13 469	2,8	60	63	73	79	108	83	4,3	4,0	49	46
Maldives	10 344	4,7	..	..	61	72	75	99	20,6	20,6	63	..
Maroc	3 647	1	43	46	52	61	28	41	25,4	7,1	39	..
Maurice	9 645	-0,8	..	..	68	75	61	60	23,8	0,7	..	..
Moldova	3 393	6,3	42	45	71	75	61	62	2,2	2,5	39	33
Mongolie	5 219	8,7	42	45	63	75	57	65	..	5,1	30	37
Monténégro	11 017	2,9	..	..	..	85	..	51	..	3,5	..	29
Namibie	5 146	2,9	50	51	56	61	46	45	0,5	1,1	..	..
Nigéria	2 339	15,7	37	40	..	48	36	34	20,0	10,6	..	49
Oman	31 055	8,1	44	44	..	69	45	54	13,7	3,2	..	..
Ouzbékistan	6 209	5,6	29	32	..	74	21	27	5,8	6,9	45	..
Pakistan	2 473	1,7	35	40	41	53	16	18	17,9	9,5	33	30
Panama	12 155	4	56	58	77	81	70	77	7,2	7,6	58	52
Paraguay	4 351	2,9	49	52	66	73	41	49	10,5	4,5	57	52
Pérou	8 924	6,3	47	50	73	78	16	25	12,8	1,5	51	48
Philippines	3 521	0,5	50	57	68	72	50	30	4,1	4,8	46	43
Qatar	124 720	9,4	46	47	73	76	75	45	4,3	3,8	..	..
République arabe syrienne	3 919	10,2	41	43	63	69	31	24	15,5	6,1	..	..
République dominicaine	8 727	3,4	51	52	67	73	40	29	15,9	6,1	52	47
République kirghize	2 217	0,6	46	46	71	74	47	70	6,8	2,4	36	33
République libanaise	13 159	8	47	47	..	76	37	74	16,9	4,8	..	..
Saint-Kitts-et-Nevis	12 706	0,7	..	..	..	76	54	34	13,1	10,8	..	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	8 092	1,3	..	..	..	77	57	42	15,0	8,4	..	..
Sainte-Lucie	9 198	2	..	..	..	77	58	57	16,3	9,0	..	..
Serbie	9 575	3,6	46	46	79	82	28	46	5,8	..	..	30
Singapour	51 644	3,8	53	56	80	88	164	201	0,0	0,0	42	..
Sri Lanka	4 701	3,6	50	56	75	79	41	29	6,7	5,7	..	36
Suriname	6 700	2,9	..	..	..	71	50	52	12,9	11,9	53	..
Swaziland	4 239	-0,6	..	..	47	52	78	63	0,7	4,2	..	51
Tadjikistan	2 437	5,3	36	39	67	73	76	46	6,8	5,9	29	31
Taipei chinois	28 414	1,2	56	62	..	..	48	71	..	..	..	..
Thaïlande	8 491	2,9	54	60	64	72	55	72	9,5	4,9	43	39
Trinité-et-Tobago	20 196	5,6	43	47	70	74	50	64	17,9	10,0	..	..
Tunisie	6 632	0,5	44	47	66	75	40	52	25,7	16,0	41	36
Turkménistan	12 531	5,2	30	32	..	73	100	56	0,0	..	41	..
Ukraine	8 176	6,8	47	46	76	81	51	54	3,9	1,9	29	26
Uruguay	12 625	2,5	56	57	78	83	17	27	6,2	3,8	44	45
Venezuela, République bolivarienne du	10 343	4,7	53	56	66	77	22	21	13,4	8,6	48	..
Viet Nam	3 448	6,1	48	51	61	69	50	83	19,0	5,7	36	36
Zimbabwe	4 348	-0,1	49	53	45	54	40	57	17,7	..	..	..
Pays les moins avancés (PMA)												
Angola	4 214	8,1	43	48	35	48	74	52	8,5	7,4	59	43
Bangladesh	1 554	2,6	38	43	49	57	16	27	17,9	13,0	33	32
Bénin	1 232	0,4	50	50	38	46	27	29	12,6	15,0	..	..
Bhoutan	4 607	3,8	..	..	..	52	38	53	14,8	17,8	..	..

II. COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT: TENDANCES RÉCENTES ET RÔLE DE L'OMC

Tableau B.2 de l'appendice: Indicateurs du développement par niveau de développement pour certaines économies, 2000-2012^a (suite)

Économie	PIB réel par habitant 2011 ^a (\$EU 2005)	Croissance du PIB réel par habitant 2000-2011 ^a (variation annuelle moyenne en pourcentage)	Indice de performance environnementale (0-100)		Indice de développement humain, hors revenu (0-100)		Ratio commerce/ PIB (moyenne de la période)		Moyenne tarifaire pondérée en fonction des échanges (%)		Coefficient de Gini (0-100)	
			2000 ^a	2010 ^a	2000 ^a	2012 ^a	1998-2000 ^a	2010-2012 ^a	2000 ^a	2011 ^a	2000 ^a	2011 ^a
			Burkina Faso	1 052	3,4	33	18	28	11,2	8,6	47	40
Burundi	490	0,8	..	..	29	42	12	18	13,3	6,6	42	..
Cambodge	2 348	7,6	53	55	51	60	47	52	16,4	9,9	..	36
Comores	921	-0,6	..	..	..	48	26	33	..	6,2	..	..
Congo, République démocratique du	291	2,6	46	47	32	40	20	69	12,7	11,0	..	..
Djibouti	2 392	2,3	..	..	..	44	34	34	26,7	17,6	..	..
Éthiopie	783	5,3	52	53	29	43	16	25	12,1	10,4	30	34
Gambie	1 236	0,5	..	..	34	45	27	36	..	12,5	50	..
Guinée	958	-2,4	..	..	..	37	23	38	..	11,9	..	..
Guinée équatoriale	9 176	9,5	..	..	45	46	101	74	14,4	15,6	..	..
Guinée-Bissau	907	1,5	..	..	..	37	30	28	13,9	11,8	..	..
Lesotho	1 488	3,4	..	..	45	48	73	78	17,5	10,7	..	..
Libéria, République du	474	-0,8	..	..	40	50	104	86	..	..	..	..
Madagascar	759	-0,8	..	..	49	60	28	31	3,4	6,1	42	44
Malawi	802	2,8	..	..	40	49	34	42	9,9	6,2	50	44
Mali	941	1,7	..	..	26	36	31	31	10,6	8,4	..	33
Mauritanie	2 616	5,8	..	..	42	47	33	71	9,9	10,1	39	40
Mozambique	818	6	47	48	26	33	22	42	10,1	4,8	..	46
Népal	1 185	1,2	51	58	45	53	26	22	16,4	12,0	..	33
Niger	523	0,1	..	..	22	31	21	38	13,7	9,7	..	35
Ouganda	1 187	3	..	..	42	51	18	31	6,0	7,3	43	44
République centrafricaine	617	-0,7	..	..	29	39	21	17	18,3	13,6	..	56
République démocratique populaire lao	2 624	4,7	..	..	50	58	35	31	13,4	13,2	35	37
Rwanda	1 201	5,2	..	..	33	48	12	22	6,3	6,1	52	51
Sao Tomé-et-Principe	1 852	4,2	..	..	51	58	33	34	..	..	..	..
Sénégal	1 412	-0,8	46	47	41	50	31	33	9,4	8,4	..	40
Sierra Leone	867	1,7	..	..	26	38	16	37	..	9,9	..	35
Soudan	2 374	4,8	44	46	36	41	13	15	19,7	14,7	..	35
Tanzanie	1 269	4,8	52	54	40	53	17	37	13,1	6,6	35	..
Tchad	1 851	7,8	..	..	29	32	24	44	13,2	14,9	..	..
Togo	947	1,4	47	49	49	54	37	48	10,9	11,1	..	39
Yémen	2 048	7	33	35	35	47	36	31	11,8	3,8	33	..
Zambie	2 052	7	54	56	40	48	33	42	9,4	2,7	53	57

Sources: Penn World Tables 8.0 pour le PIB réel, Centre pour le droit et la politique de l'environnement de l'Université de Yale pour l'IPE, indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale pour le coefficient de Gini, PNUD pour l'IDH, Secrétariat de l'OMC pour le commerce/le PIB.

Notes: Le PIB réel par habitant est égal au ratio entre le PIB basé sur les dépenses PPA chaînée et la population, les deux provenant des Penn World Tables 8.0. L'indice de performance environnementale (IPE) classe les résultats obtenus par les pays pour une série d'indicateurs concernant la santé publique environnementale et la vitalité des écosystèmes. L'indice de développement humain (IDH) est une mesure synthétique de plusieurs indicateurs de la qualité de la vie, tels que l'espérance de vie, la santé et le niveau d'instruction, mais à l'exclusion du revenu. L'ouverture commerciale est mesurée en tant que (exportations + importations) / (2 * PIB). La moyenne de ces données est ensuite calculée sur trois ans pour lisser la volatilité. La moyenne des droits de douane pondérée par les échanges est la moyenne des taux effectivement appliqués, pondérée par la part des importations du produit correspondant à chaque pays partenaire. Les droits spécifiques ont été convertis en équivalents *ad valorem*. Les volumes d'importations sont tirés de la base de données Comtrade de l'ONU. Le coefficient de Gini mesure l'écart de la répartition des revenus dans un pays donné par rapport à une répartition hypothétique dans laquelle tous les revenus sont égaux.

^a Ou année la plus proche.